

États financiers consolidés du

GROUPE CGI INC.

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

Rapports de la direction et des auditeurs

DÉCLARATION CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA COMMUNICATION D'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction du Groupe CGI inc. (la « Société ») est responsable de la préparation des états financiers consolidés et du rapport de gestion ainsi que de leur intégrité. Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes internationales d'information financière et comportent nécessairement des montants fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement de la direction. L'information financière et opérationnelle présentée ailleurs dans le rapport de gestion est conforme aux états financiers consolidés ci-joints.

Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière de fiabilité de l'information financière et de protection des actifs de la Société, la direction s'est dotée de systèmes de contrôle interne soutenus par des règles écrites d'éthique et de conduite professionnelle. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière et les états financiers consolidés de la Société sont soumis à un audit par les auditeurs indépendants, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., dont le rapport est présenté ci-après. Les auditeurs indépendants ont été nommés par les actionnaires de la Société afin de réaliser un audit intégré des états financiers consolidés de la Société et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société. En outre, le Comité de gestion de la Société passe en revue les obligations d'information et supervise le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

Les membres du Comité d'audit et de gestion des risques du conseil d'administration, qui siègent tous à titre d'administrateurs indépendants de la Société, rencontrent périodiquement les auditeurs indépendants ainsi que la direction pour discuter des contrôles internes dans le processus d'information financière et des questions relatives à l'audit et à l'information financière, et soumettent des recommandations appropriées au conseil d'administration. Les auditeurs indépendants peuvent consulter librement et en tout temps le Comité d'audit et de gestion des risques. Le conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés ainsi que le rapport de gestion et les a approuvés.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président exécutif et chef de la direction financière,

(signé)
Michael E. Roach

(signé)
R. David Anderson

Le 27 novembre 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction de la Société d'établir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière et d'en maintenir l'efficacité. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de publication, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisée d'actifs de la Société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Tous les contrôles internes comportent des limites intrinsèques. Par conséquent, même si le contrôle interne à l'égard de l'information financière a été jugé efficace, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable. Les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

Nous avons fait l'acquisition de Logica plc (« Logica ») le 20 août 2012. Dans notre évaluation, nous n'avons pas tenu compte du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Logica. Les comptes de Logica depuis la date d'acquisition sont pris en compte dans les états financiers consolidés de CGI au 30 septembre 2012 et constituaient environ 58 % de l'actif total au 30 septembre 2012 (y compris les immobilisations incorporelles et le goodwill), environ 12 % des revenus et une perte nette de 259 981 000 \$ pour l'exercice clos à cette date. Se reporter à la note 24 des états financiers consolidés pour une analyse de cette acquisition.

À la fin de l'exercice 2012 de la Société, la direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en fonction du cadre établi dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. Sur la base de cette évaluation, la direction a déterminé qu'au 30 septembre 2012, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2012 a été auditée par les auditeurs indépendants de la Société, comme il est énoncé dans leur rapport figurant à la page 3.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président exécutif et chef de la direction financière,

(signé)
Michael E. Roach

(signé)
R. David Anderson

Le 27 novembre 2012

RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière du Groupe CGI inc. (la « Société ») en date du 30 septembre 2012, en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (les « critères du COSO »). Il incombe à la direction de la Société de maintenir l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et de procéder à l'évaluation de l'efficacité de celui-ci, tel qu'il est inclus dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en nous fondant sur notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et exécuté de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été maintenue à tous les égards importants. Notre audit a consisté à acquérir une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, à évaluer le risque qu'une faiblesse importante existe, à tester et à évaluer l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne basé sur l'évaluation du risque, et à mettre en œuvre d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires selon les circonstances. Nous estimons que notre audit constitue un fondement raisonnable à l'expression de notre opinion.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins de publication, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société comprend les conventions et les procédures qui : 1) ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société; 2) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société; 3) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisée d'actifs de la Société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines inexactitudes. Les projections de toute évaluation de l'efficacité pour des périodes ultérieures sont également assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux conventions ou aux procédures diminue.

Comme il est mentionné dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint, l'évaluation par la direction de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et sa conclusion à cet égard ne comprenaient pas les contrôles internes de Logica plc. Celle-ci est prise en compte dans les états financiers consolidés de 2012 de la Société et constituait environ 58 % de l'actif total au 30 septembre 2012 (y compris les immobilisations incorporelles et le goodwill), environ 12 % des revenus et une perte nette de 259 981 000 \$ pour l'exercice clos à cette date. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière du Groupe CGI inc. ne comprenait pas non plus une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Logica plc.

À notre avis, la Société maintenait, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière en date du 30 septembre 2012, selon les critères du COSO.

Nous avons également effectué l'audit, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, des états financiers consolidés de la Société au 30 septembre 2012 et pour l'exercice clos à cette date. Notre rapport, daté du 27 novembre 2012, exprime une opinion sans réserve sur ces états financiers.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Montréal, Canada
Le 27 novembre 2012

1. CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° 112431

RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Groupe CGI inc. (la « Société »), qui comprennent les bilans consolidés aux 30 septembre 2012 et 2011 et au 1^{er} octobre 2010, et les états consolidés du résultat, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et les normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comprend également des tests des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés et l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 septembre 2012 et 2011 et au 1^{er} octobre 2010, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011 conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board.

Autres points

Nous avons également effectué l'audit, conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, du contrôle interne à l'égard de l'information financière du Groupe CGI inc. en date du 30 septembre 2012, fondé sur les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission, et notre rapport daté du 27 novembre 2012 exprime une opinion sans réserve sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Montréal, Canada
Le 27 novembre 2012

1. CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° 112431

États consolidés du résultat

Pour les exercices clos les 30 septembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

	2012	2011
	\$	\$
Revenus	4 772 454	4 223 942
Charges opérationnelles		
Coûts des services et frais de vente et d'administration (note 19)	4 226 859	3 690 960
Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration (note 24)	254 973	3 675
Charges financières (note 21)	42 099	19 395
Revenus financiers	(5 318)	(3 552)
Autres revenus	(3 955)	(7 647)
Gain de change	(1 134)	(3 365)
Quote-part du bénéfice net de la coentreprise	(3 996)	(13 359)
	4 509 528	3 686 107
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices	262 926	537 835
Charge d'impôt sur les bénéfices (note 23)	131 397	99 696
Bénéfice net	131 529	438 139
Bénéfice par action (note 17)		
Bénéfice de base par action	0,50	1,65
Bénéfice dilué par action	0,48	1,59

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

États consolidés du résultat global

Pour les exercices clos les 30 septembre
(en milliers de dollars canadiens)

	2012	2011
	\$	\$
Bénéfice net	131 529	438 139
(Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices)	(20 195)	12 275
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s découlant de la conversion des instruments financiers désignés comme couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices)	10 766	(4 695)
Pertes nettes non réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices)	(11 615)	(9 197)
Gains actuariels nets (pertes actuarielles nettes) non réalisé(e)s (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices)	5 210	(632)
Gains nets non réalisés sur les placements disponibles à la vente (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices)	987	2 352
Autres éléments du résultat global	(14 847)	103
Résultat global	116 682	438 242

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

Bilans consolidés

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 30 septembre 2012	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	113 103	136 211	108 529
Placements courants	14 459	10 166	13 196
Créances clients (note 5)	1 446 149	490 484	426 241
Travaux en cours	744 482	391 066	357 666
Charges payées d'avance et autres actifs courants	244 805	100 407	69 198
Impôt sur les bénéfices	24 650	4 252	7 169
Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients	2 587 648	1 132 586	981 999
Fonds détenus pour des clients (note 6)	202 407	247 622	248 695
Total des actifs courants	2 790 055	1 380 208	1 230 694
Immobilisations corporelles (note 7)	500 995	249 901	236 632
Coûts liés à des contrats (note 8)	167 742	107 242	133 109
Immobilisations incorporelles (note 9)	858 892	292 133	369 036
Autres actifs non courants (note 10)	96 351	55 593	41 623
Actifs d'impôt différé (note 23)	219 590	9 882	22 888
Participation dans une coentreprise	-	26 373	22 814
Goodwill (note 11)	5 819 817	2 536 022	2 525 413
	10 453 442	4 657 354	4 582 209
Passif			
Passifs courants			
Découvert bancaire (note 4)	-	75 538	-
Fournisseurs et autres créditeurs	1 156 737	303 641	297 801
Rémunération à payer	539 779	183 842	185 651
Revenus différés	443 596	152 938	143 302
Impôt sur les bénéfices	177 030	51 822	85 534
Provisions (note 12)	160 625	12 125	10 998
Tranche courante de la dette à long terme (note 14)	52 347	896 012	114 577
Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients	2 530 114	1 675 918	837 863
Obligations liées aux fonds des clients	197 986	244 660	248 695
Total des passifs courants	2 728 100	1 920 578	1 086 558
Passifs d'impôt différé (note 23)	171 130	149 394	188 860
Provisions non courantes (note 12)	216 507	27 672	9 265
Tranche non courante de la dette à long terme (note 14)	3 196 061	109 669	1 039 299
Obligations au titre des prestations de retraite (note 29)	118 078	7 035	6 228
Autres passifs non courants (note 13)	601 232	93 775	102 764
	7 031 108	2 308 123	2 432 974
Capitaux propres			
Bénéfices non distribués	1 113 225	1 057 599	845 290
Cumul des autres éléments du résultat global (note 22)	(275)	14 572	14 469
Capital-actions (note 15)	2 201 694	1 178 559	1 195 069
Surplus d'apport	107 690	98 501	94 407
	3 422 334	2 349 231	2 149 235
	10 453 442	4 657 354	4 582 209

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil

(signé)

Michael E. Roach
Administrateur

(signé)

Serge Godin
Administrateur

États consolidés des variations des capitaux propres

Pour les exercices clos les 30 septembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital- actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2011	1 057 599	14 572	1 178 559	98 501	2 349 231
Bénéfice net pour l'exercice	131 529	-	-	-	131 529
Autres éléments du résultat global pour l'exercice	-	(14 847)	-	-	(14 847)
	1 189 128	(275)	1 178 559	98 501	2 465 913
Charge au titre des paiements fondés sur des actions (note 16c))	-	-	-	12 520	12 520
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions	-	-	-	12 626	12 626
Émission d'actions ordinaires classe A, déduction faite des coûts de transaction (note 15)	-	-	999 178	-	999 178
Exercice d'options sur actions (note 15)	-	-	64 033	(16 010)	48 023
Rachat d'actions subalternes classe A (note 15)	(75 903)	-	(26 942)	-	(102 845)
Achat d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 15)	-	-	(14 252)	-	(14 252)
Vente d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 15)	-	-	1 118	53	1 171
Solde au 30 septembre 2012	1 113 225	(275)	2 201 694	107 690	3 422 334

	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital- actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2010	845 290	14 469	1 195 069	94 407	2 149 235
Bénéfice net pour l'exercice	438 139	-	-	-	438 139
Autres éléments du résultat global pour l'exercice	-	103	-	-	103
	1 283 429	14 572	1 195 069	94 407	2 587 477
Charge au titre des paiements fondés sur des actions (note 16c))	-	-	-	16 645	16 645
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions	-	-	-	1 790	1 790
Exercice d'options sur actions (note 15)	-	-	66 065	(14 341)	51 724
Rachat d'actions subalternes classe A (note 15)	(225 019)	-	(80 009)	-	(305 028)
Achat d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 15)	-	-	(2 566)	-	(2 566)
Variation d'un investissement dans une filiale	(811)	-	-	-	(811)
Solde au 30 septembre 2011	1 057 599	14 572	1 178 559	98 501	2 349 231

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 30 septembre

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

	2012	2011
	\$	\$
Activités opérationnelles		
Bénéfice net	131 529	438 139
Ajustements pour :		
Amortissement (note 20)	231 398	223 354
Charge d'impôt différé (note 23)	(22 306)	(22 423)
Perte de change	158	(1 201)
Charges au titre des paiements fondés sur des actions (note 16c))	12 520	16 645
Gain découlant de la vente d'une entreprise (note 24)	-	(3 655)
Gain découlant de la cession de la participation dans une coentreprise (note 25)	(2 981)	-
Quote-part du bénéfice net de la coentreprise	(3 996)	(13 359)
Perte sur le remboursement de la dette prise en charge dans le cadre de l'acquisition d'entreprise (note 26)	83 632	-
Dividende reçu de la coentreprise	7 350	9 800
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 26)	175 958	(77 298)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	613 262	570 002
Activités d'investissement		
Variation nette des placements courants	(5 203)	1 984
Acquisition d'entreprise (compte tenu du découvert bancaire pris en charge) (note 24)	(2 734 795)	(618)
Achat d'options d'achat liées à l'acquisition proposée (note 24)	(7 146)	-
Produit tiré de la cession de la participation dans une coentreprise (note 25)	26 000	-
Produit tiré de la vente d'une entreprise (note 24)	4 583	4 104
Acquisition d'immobilisations corporelles	(64 555)	(64 980)
Ajouts de coûts liés à des contrats	(25 325)	(27 897)
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(43 658)	(26 893)
Ajouts d'autres actifs non courants	(2 208)	(2 510)
Acquisition de placements non courants	(976)	(14 204)
Paiement provenant des montants à recevoir à long terme	4 249	-
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(2 849 034)	(131 014)
Activités de financement		
Variation nette des facilités de crédit	(158 618)	(104 278)
Augmentation de la dette à long terme	2 416 781	-
Remboursement de la dette à long terme	(62 817)	(129 741)
Remboursement de la dette prise en charge dans le cadre de l'acquisition d'entreprise (note 24)	(891 354)	-
Règlement de contrats à terme	50 171	(1 275)
Achat d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 15)	(14 252)	(2 566)
Vente d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 15)	1 171	-
Rachat d'actions subalternes classe A (note 15)	(102 845)	(305 028)
Émission d'actions subalternes classe A, déduction faite des coûts de transaction	1 047 243	52 091
Variation d'un investissement dans une filiale (note 24)	-	(811)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	2 285 480	(491 608)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	2 722	4 764
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire	52 430	(47 856)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire, au début de la période	60 673	108 529
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire, à la fin de la période (note 4)	113 103	60 673

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 26)

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

1. Description des activités

Le Groupe CGI inc. (la « Société »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (« services en TI »), ainsi que des services en gestion des processus d'affaires, afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée. Les services de la Société comprennent la gestion des TI et des processus d'affaires (« impartition »), l'intégration de systèmes, des services-conseils, ainsi que la vente de licences d'utilisation de logiciels. La Société a été constituée en vertu de la partie IA de la *Loi sur les compagnies* (Québec), qui a été remplacée par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec), sanctionnée le 14 février 2011, et ses actions sont négociées sur le marché. Le siège social et les bureaux de la direction de la Société sont situés au 1350, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H3G 1T4, Canada.

2. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés représentent les premiers états financiers annuels de la Société préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), et IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, tel qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). De plus, les états financiers consolidés ont été préparés selon les méthodes comptables décrites à la note 3, « Sommaire des principales méthodes comptables », qui sont fondées sur les IFRS et sur les interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC »). Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme pour toutes les périodes présentées.

La première date à laquelle ont été appliquées les IFRS est le 1^{er} octobre 2010. Les états financiers consolidés étaient préparés auparavant selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Toutefois, les PCGR du Canada diffèrent à certains égards des IFRS. Les chiffres comparatifs présentés ont été traités afin de tenir compte de ces ajustements. Les rapprochements et les descriptions découlant de la transition des PCGR du Canada aux IFRS relatifs aux capitaux propres, au bénéfice net, au résultat global, aux flux de trésorerie et aux bilans consolidés sont expliqués à la note 33, « Transition aux IFRS ».

Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011 ont été autorisés pour publication par le conseil d'administration le 27 novembre 2012.

3. Sommaire des principales méthodes comptables

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et toutes les opérations intersociétés ont été éliminés. Les participations dans des coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique, sauf en ce qui a trait à certains actifs et passifs financiers, qui ont été évalués à la juste valeur comme il est décrit ci-après.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET DE JUGEMENTS

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction fasse des estimations et pose des jugements qui ont une incidence sur le montant des actifs, des passifs et des capitaux propres et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants des revenus et des charges comptabilisés au cours de la période de présentation de l'information financière. Étant donné que la présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations et de jugements, les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces jugements. Les estimations et les jugements importants incluent la répartition du prix d'acquisition des regroupements d'entreprises, l'impôt sur les bénéfices, les éventualités et les provisions, la comptabilisation des revenus (y compris les provisions pour pertes estimatives relatives à un contrat), les paiements fondés sur des actions, les crédits d'impôt à l'investissement et autres programmes gouvernementaux, les obligations au titre des prestations définies et les actifs au titre des prestations de retraite, ainsi que la dépréciation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill. Une description des estimations et jugements importants figure dans les rubriques respectives des notes des états financiers consolidés.

COMPTABILISATION DES REVENUS, TRAVAUX EN COURS ET REVENUS DIFFÉRÉS

La Société génère des revenus essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en gestion des processus d'affaires, tel qu'il est indiqué à la note 1.

La Société fournit des services et des biens dans le cadre d'accords comportant divers mécanismes d'établissement des prix. La Société comptabilise les revenus lorsque les conditions suivantes sont satisfaites : il y a des preuves claires de l'existence d'un accord; il est possible d'évaluer de façon fiable le montant des revenus et des charges connexes; il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société; le degré d'avancement des travaux peut être mesuré de façon fiable lorsque des services sont fournis et les risques et avantages importants inhérents à la propriété, dont notamment le contrôle effectif, ont été transférés aux clients lorsque des biens sont vendus. Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des remises, rabais pour quantités et taxes de vente connexes.

Certains accords de la Société peuvent comprendre des clauses d'acceptation par le client. Chaque clause est étudiée pour déterminer si le processus de génération des bénéfices est terminé lorsque le service est rendu. Il n'est pas toujours nécessaire d'obtenir une acceptation formelle du client pour comptabiliser les revenus à condition que la Société fasse la démonstration objective que les critères stipulés dans les clauses d'acceptation sont remplis. Parmi les critères revus, notons les accords semblables signés par le passé, si ces clauses sont uniques au client ou si elles s'appliquent à tous les accords, la durée des modalités d'acceptation et les antécédents spécifiques au client.

Les revenus tirés d'accords liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont comptabilisés uniquement dans la mesure où il est probable que les bénéfices résultant de ces accords généreront la valeur sur laquelle la comptabilisation des revenus repose.

Les revenus tirés de la vente de biens de tiers fournisseurs, comme les licences d'utilisation de logiciels et de matériel informatique ou les services, sont comptabilisés sur la base du montant brut si la Société agit pour son propre compte dans le cadre de la transaction et sont comptabilisés sur la base du montant net si la Société agit à titre d'agent entre le client et le tiers fournisseur. Plusieurs facteurs sont généralement à considérer pour déterminer si la Société agit pour son propre compte ou à titre d'agent, à savoir si la Société est le principal obligé du client, si elle ajoute une valeur significative au bien ou au service du fournisseur ou si elle assume des risques de livraison et de crédit.

Les pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle il est établi qu'une perte est probable et sont classées dans les fournisseurs et autres créditeurs et dans les autres passifs non courants. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts estimatifs sur le total des revenus estimatifs du contrat.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

COMPTABILISATION DES REVENUS, TRAVAUX EN COURS ET REVENUS DIFFÉRÉS (SUITE)

Accords comprenant des éléments multiples

Les accords de la Société comprennent souvent la prestation de plusieurs services et biens, lesquels sont décrits ci-dessous. Dans le cadre d'un accord visant la prestation d'éléments multiples, la valeur totale de l'accord est répartie entre chaque élément identifiable séparément en fonction de son prix de vente relatif. Un élément est considéré comme étant identifiable séparément s'il a une valeur en soi pour le client. Pour évaluer si un accord visant la prestation d'éléments multiples contient des éléments identifiables séparément, la direction doit exercer son jugement. Lorsqu'elle fait l'estimation du prix de vente, la Société privilégie l'utilisation de prix observables qui sont établis au moyen des prix obtenus par la Société pour les mêmes éléments ou pour des éléments semblables. Si les prix observables ne peuvent être obtenus, le prix de vente correspond à la meilleure estimation de ce prix par la Société. La meilleure estimation du prix de vente est le prix auquel la Société s'attend normalement à fournir des services ou des biens et tient compte d'un certain nombre de facteurs internes et externes y compris, sans s'y limiter, les régions géographiques, les politiques de prix de la Société, les coûts internes et les marges. La méthode de comptabilisation des revenus appropriée est appliquée à chaque élément identifiable séparément, comme il est mentionné ci-après.

Impartition

Les revenus tirés des accords d'impartition et de gestion des processus d'affaires sont en général comptabilisés selon le prix contractuel à mesure que les services sont fournis, sauf s'il existe une meilleure façon de mesurer la performance ou la prestation de services.

Intégration de systèmes et services-conseils

Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils fondés sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils fondés sur les coûts sont comptabilisés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils dans le cadre d'accords à prix fixe dont le résultat peut être estimé de façon fiable sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement au cours des périodes où les services sont fournis. La Société utilise les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail pour mesurer le pourcentage d'avancement des travaux. Cette méthode se fonde sur des estimations du total des coûts de main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour fournir le service, qui sont comparées aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures engagées pour évaluer le pourcentage des revenus gagnés. La direction révisé régulièrement les estimations sous-jacentes au total des coûts de main-d'œuvre ou au nombre total d'heures de travail prévu. Toute révision des estimations attribuable à la variation des volumes, aux changements de technologie et à d'autres facteurs non prévus au départ est comptabilisée dans les états consolidés du résultat de la période au cours de laquelle les faits à l'origine de la révision deviennent connus. Lorsque le résultat d'un accord ne peut être estimé de façon fiable, les revenus ne doivent être comptabilisés qu'à hauteur des coûts engagés qui devraient être recouvrables.

Licences d'utilisation de logiciels

La plupart des accords visant la vente de licences d'utilisation de logiciels comprennent d'autres services, comme l'implantation, la personnalisation et l'entretien. Dans le cas de ces accords, les revenus tirés de licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés à la livraison s'il a été déterminé que le logiciel est un élément identifiable séparément. Si le logiciel n'est pas considéré comme un élément identifiable séparément, il est combiné aux services d'implantation et de personnalisation et est comptabilisé comme il est indiqué au paragraphe « Intégration de systèmes et de services-conseils » ci-dessus. Les revenus tirés des services d'entretien des licences vendues et mises en œuvre sont comptabilisés de façon proportionnelle sur la durée de la période d'entretien.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

COMPTABILISATION DES REVENUS, TRAVAUX EN COURS ET REVENUS DIFFÉRÉS (SUITE)

Travaux en cours et revenus différés

L'excédent des montants comptabilisés à titre de revenus sur les montants facturés est classé dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des biens ou la prestation des services sont classés dans les revenus différés.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements courants dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

PLACEMENTS COURANTS

Les échéances résiduelles des placements courants, lesquels sont composés principalement de dépôts à terme, sont de plus de trois mois, mais d'au plus un an, à la date de leur acquisition.

FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie, de production de déclarations fiscales et de services de règlement, la Société recueille les fonds aux fins du versement des salaires, des impôts et des règlements; conserve temporairement ces fonds jusqu'au moment du paiement; verse les fonds aux employés des clients, aux administrations fiscales compétentes et aux bénéficiaires des demandes de règlement; produit les déclarations fiscales destinées au gouvernement fédéral et aux gouvernements locaux; et prend en charge la correspondance et les révisions réglementaires en découlant. Les fonds détenus pour des clients comprennent des obligations courantes et non courantes, et de la trésorerie. La Société présente séparément ces fonds détenus pour des clients ainsi que les obligations relatives à ces fonds. Les fonds détenus pour des clients sont classés comme actifs courants puisque, selon les intentions de la direction, ils sont détenus seulement dans le but de respecter les obligations liées aux fonds des clients, lesquels seront remboursés dans un délai de un an à partir de la date du bilan consolidé.

Les revenus d'intérêts gagnés et les gains et pertes réalisés lors de la cession des obligations sont comptabilisés dans les revenus de la période au cours de laquelle ils sont gagnés, puisque le recouvrement, la garde et le versement de ces fonds sont des facteurs décisifs dans la prestation de ces services.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles, y compris celles visées par des contrats de location-financement, sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire.

Terrain et immeubles	10 à 40 ans
Améliorations locatives	Durée d'utilité ou durée du bail, selon la moindre des deux
Mobilier, agencements et matériel	3 à 20 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou au développement d'un actif qualifié sont capitalisés comme composante du coût de l'actif respectif. Un actif qualifié est un actif qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu. Tous les autres coûts d'emprunt sont passés en charges au cours de la période où ils sont engagés.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

COÛTS LIÉS À DES CONTRATS

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de l'acquisition et de la mise en œuvre de contrats d'impartition à long terme. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition et sont comptabilisés au coût.

Incitatifs

Il arrive que des incitatifs soient accordés aux clients lors de la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs sont principalement accordés sous la forme de paiements en trésorerie (incluant l'excédent du montant versé sur la juste valeur des immobilisations corporelles ou incorporelles acquises du client dans le cadre d'un contrat d'impartition) ou d'émission d'instruments de capitaux propres. Dans le cas d'instruments de capitaux propres, le coût est mesuré selon la juste valeur estimative des instruments à la date de leur octroi.

Coûts de transition

Les coûts de transition comprennent les coûts liés à l'installation des systèmes et des processus engagés après l'obtention des contrats d'impartition, la relocalisation des employés mutés et la sortie des installations des clients. Pour les contrats de services en gestion des processus d'affaires, les coûts comprennent principalement les coûts liés à la conversion des applications du client sur les plates-formes de la Société. Ces coûts se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages du personnel connexes, de même que les frais de sous-traitance.

Coûts préalables aux contrats

Les coûts liés à l'acquisition et à la mise en œuvre de contrats d'impartition à long terme qui sont engagés préalablement à l'obtention des contrats concernés sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés, sauf dans les cas où il est pratiquement certain que les contrats seront octroyés et que les coûts sont directement liés à l'acquisition du contrat.

Amortissement des coûts liés à des contrats

Les coûts liés à des contrats sont amortis au fur et à mesure que les services sont fournis. Les coûts de transition et les coûts préalables aux contrats sont inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration, et les incitatifs sont amortis en réduction des revenus.

Perte de valeur des coûts liés à des contrats

Lorsqu'il est prévu qu'un contrat ne sera pas rentable, la perte prévue est appliquée initialement à l'encontre des coûts liés à des contrats, et l'excédent est comptabilisé à titre de provision et est classé dans les autres passifs non courants. S'il est prévu que le contrat redevienne rentable à une date ultérieure, la perte de valeur initialement comptabilisée relative aux coûts liés à des contrats devra être renversée. Le renversement de la perte de valeur des coûts liés à des contrats est limité afin que la valeur comptable ne soit supérieure ni à la valeur recouvrable ni à la valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour les coûts liés à des contrats au cours d'exercices antérieurs.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients. Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés au coût. Les solutions d'affaires développées en interne et offertes sur le marché sont capitalisées si elles répondent aux critères relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients acquises lors de regroupements d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, ce qui comprend l'établissement d'estimations à propos des flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (suite)

Amortissement des immobilisations incorporelles

La Société amortit les immobilisations incorporelles selon le mode linéaire sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Logiciels pour utilisation interne	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences d'utilisation de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients et autres	2 à 10 ans

DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET DU GOODWILL

Échéancier des tests de dépréciation

La valeur comptable des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill, est examinée pour dépréciation si des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable a pu se déprécier. La Société évalue, à chaque date de clôture, si de tels événements ou changements de circonstances se sont produits. La valeur comptable des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles qui ne sont pas prêtes à être utilisées et du goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuel en date du 30 septembre.

Tests de dépréciation

S'il existe un indice de dépréciation ou si un actif doit être soumis à un test de dépréciation annuel, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à laquelle l'actif appartient pour déterminer le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif ou d'une UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité pour la Société. La Société a en général recours à la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés à leur valeur actuelle au moyen d'un taux d'actualisation qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT. Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, il faut prendre en compte les transactions récentes sur le marché, le cas échéant. S'il est estimé que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable doit être ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée dans les états consolidés du résultat.

Pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, l'UGT qui représente, au sein de la Société, le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi par la Société est le niveau du secteur opérationnel (note 27). Le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises.

La valeur d'utilité calculée pour déterminer la valeur recouvrable des UGT auxquelles le goodwill a été affecté comprend des estimations de leur performance financière future sur une période de cinq ans. Les hypothèses clés utilisées dans le calcul de la valeur d'utilité sont le taux d'actualisation et le taux de croissance à long terme des flux de trésorerie opérationnels nets. Pour formuler ces hypothèses, la direction a pris en compte la conjoncture économique et son incidence sur les taux de croissance et d'actualisation prévus. Pour déterminer le taux d'actualisation appliqué à une UGT, la direction prend en compte, comme point de départ, le coût moyen pondéré du capital et ajuste le taux pour tenir compte des taux d'imposition spécifiques, du risque lié à la région géographique et de tout autre risque propre à l'UGT. Les projections de flux de trésorerie reflètent les attentes de la direction quant à la performance opérationnelle de l'UGT et aux perspectives de croissance du marché de l'UGT.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET DU GOODWILL (SUITE)

Tests de dépréciation (suite)

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur autre que le goodwill, la Société évalue, à chaque date de clôture, s'il existe un indice que des pertes de valeur comptabilisées antérieurement sont susceptibles de ne plus exister ou d'avoir diminué. S'il existe un tel indice, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement s'il y a eu un changement dans les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. La reprise est limitée de façon à ce que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable, ni la valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours d'exercices antérieurs. Le montant de la reprise est comptabilisé dans les états consolidés du résultat. Les pertes de valeur comptabilisées pour un goodwill ne peuvent pas être renversées lors de périodes ultérieures.

AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les autres actifs non courants sont constitués principalement de contrats d'assurance souscrits pour capitaliser des régimes à prestations définies et des contrats d'assurance-vie, d'actifs liés aux régimes de rémunération différée, de placements non courants, d'actifs au titre des prestations de retraite, des montants à recevoir à long terme, de frais de financement différés, de contrats de maintenance non courants et de contrats à terme. Les placements non courants, lesquels sont composés d'obligations, sont classés comme étant non courants selon les intentions de la direction.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la contrepartie transférée est évaluée à la juste valeur. Les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration découlant de regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. La Société comptabilise le goodwill à la date d'acquisition comme étant l'excédent du coût de l'acquisition par rapport au solde net des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'établissement de la juste valeur est basé sur les estimations relatives aux immobilisations incorporelles acquises, aux immobilisations corporelles, aux litiges et aux autres éventualités. Les variations ultérieures de la juste valeur sont portées au coût d'acquisition si elles constituent des ajustements au cours de la période d'évaluation. La période d'évaluation, qui ne doit pas dépasser douze mois, correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle toute l'information importante nécessaire à l'établissement des justes valeurs est disponible. Toutes les autres variations ultérieures sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat. Dans tous les cas d'acquisition d'entreprises, la Société comptabilise les résultats des activités des entreprises acquises à compter de la date de prise d'effet de chacune des acquisitions.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est établi en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions afin d'évaluer l'effet dilutif des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement (« UAR »).

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont imputés au bénéfice de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement de logiciels, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont passés en charges au cours de la période à laquelle ils sont engagés, à moins qu'ils ne répondent aux critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

CRÉDITS D'IMPÔT

Pour la comptabilisation des crédits d'impôt, la Société utilise l'approche par le résultat, selon laquelle les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés dans la mesure où il existe une assurance raisonnable que la subvention sera reçue et que la Société se conformera aux conditions rattachées à la subvention. Selon cette méthode, les crédits d'impôt liés aux charges opérationnelles sont comptabilisés en diminution des charges connexes dans la période au cours de laquelle ces charges sont engagées. Les crédits d'impôt relatifs aux dépenses en immobilisations sont comptabilisés en diminution du coût des actifs. Les crédits d'impôt sont comptabilisés selon les meilleures estimations de la Société des montants qu'elle s'attend à recevoir et peuvent faire l'objet d'une vérification par les administrations fiscales.

IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

L'impôt sur les bénéfices est comptabilisé d'après la méthode axée sur le bilan.

L'impôt sur les bénéfices exigible est comptabilisé relativement aux montants prévus à payer ou à recouvrer selon les taux d'imposition et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont établis en fonction des différences temporelles déductibles ou imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs selon des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui entreront en vigueur pendant l'exercice au cours duquel la Société s'attend à recouvrer ou à régler les différences. Un actif d'impôt différé est généralement comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, auquel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés directement à l'état du résultat, dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres selon le classement de l'élément auquel ils se rattachent.

Dans le cours des activités de la Société, l'interprétation de réglementations fiscales complexes ainsi que le montant et le calendrier des bénéfices imposables futurs sont incertains. Lorsqu'une position fiscale est incertaine, la Société comptabilise un avantage d'impôt ou réduit un passif d'impôt seulement lorsqu'il est probable que l'avantage d'impôt se matérialisera dans l'avenir ou que le passif d'impôt n'est plus probable.

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions de la Société constituent des passifs correspondant aux contrats de location des locaux libérés par la Société, des provisions pour litiges et réclamations survenant dans le cours normal des activités, et des passifs relatifs au démantèlement liés à des immeubles de bureaux visés par des contrats de location simple qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux à leur état initial à l'échéance des contrats. La Société comptabilise aussi des provisions pour restructuration rattachées aux acquisitions d'entreprises.

Le montant des provisions constituées est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière, compte tenu des risques et incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont actualisées au moyen d'un taux avant impôt courant lorsque l'effet de la valeur temps est significatif. L'augmentation de la provision pour refléter le passage du temps est comptabilisée à titre de charges financières.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

CONVERSION DES DEVISES

Les états financiers consolidés de la Société sont libellés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la société mère. Chaque entité de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments des états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle. La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités.

Soldes et transactions en devises

Les revenus, les charges et les actifs et passifs non monétaires libellés en devises sont comptabilisés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

Établissements à l'étranger

Pour les établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la Société, les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur durant la période. Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global à titre de gains ou pertes nets non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

Pour les comptes des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est la même que celle de la Société, les actifs et passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les revenus et charges sont convertis aux taux moyens de la période. Les gains et pertes de change de ces établissements à l'étranger sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

La Société maintient un régime d'options sur actions et d'UAR réglées en instruments de capitaux propres qui sont versées à titre de rémunération à des employés et à des tiers fournissant des services à la Société.

La juste valeur de ces paiements fondés sur des actions est déterminée à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options Black et Scholes pour les options sur actions, et le cours de clôture des actions subalternes classe A de la Société à la Bourse de Toronto pour les UAR. Le nombre d'options sur actions et d'UAR dont les droits, selon ce qui est à prévoir, seront acquis est estimé à la date d'attribution, puis révisé périodiquement. La juste valeur ajustée pour tenir compte des attentes relativement aux conditions liées au rendement est comptabilisée en résultat comme une charge au titre des paiements fondés sur des actions, et un montant correspondant est porté au crédit du surplus d'apport, sur la base de l'acquisition graduelle des droits au cours de la période d'acquisition des droits.

Lorsque les options sur actions sont exercées, toute contrepartie payée par les employés et les membres du conseil d'administration est portée au crédit du capital-actions, et la juste valeur des options sur actions comptabilisée dans le surplus d'apport est reclassée dans le capital-actions. Lorsque les UAR sont exercées, leur juste valeur comptabilisée dans le surplus d'apport est reclassée dans le capital-actions.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les actifs financiers désignés comme des actifs détenus jusqu'à leur échéance et les prêts et créances, de même que les passifs financiers désignés comme autres passifs, sont initialement évalués à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net sont évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes liés aux réévaluations périodiques sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat. Les instruments financiers peuvent être désignés au moment de la comptabilisation initiale à la juste valeur par le biais du bénéfice net si l'un des critères suivants est respecté : i) l'instrument financier comprend un ou plusieurs dérivés incorporés qui, autrement, auraient été comptabilisés séparément, ii) la désignation élimine ou réduit significativement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui surviendrait de l'évaluation de l'actif ou du passif financier ou de la comptabilisation des gains et des pertes sur ceux-ci selon des bases différentes ou iii) l'actif financier et le passif financier font partie d'un groupe d'actifs ou de passifs financiers qui est géré et dont la performance s'apprécie sur la base de la juste valeur, selon une gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée. Tous les actifs financiers désignés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur et tous les gains et pertes non réalisés, déduction faite de l'impôt sur les bénéfices applicable, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les revenus d'intérêts gagnés et les gains et pertes réalisés sur la vente des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

Les coûts de transaction comprennent essentiellement les frais associés aux services juridiques et comptables et tout autre coût directement attribuable à l'émission des actifs et passifs financiers. Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs et des passifs financiers autres que ceux classés dans les instruments désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net.

Les actifs financiers sont décomptabilisés si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à échéance, ou si l'actif est transféré et que ce transfert remplit les conditions de décomptabilisation. Le transfert remplit les conditions de décomptabilisation si la quasi-totalité des risques et avantages importants inhérents à la propriété a été transférée.

La Société a effectué le classement suivant :

Désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements courants (autres que ceux qui sont inclus dans les fonds détenus pour des clients), les dérivés (sauf s'ils sont admissibles à la comptabilité de couverture, conformément à la rubrique « Instruments financiers dérivés et transactions de couverture ») et le découvert bancaire. De plus, les actifs du régime de rémunération différée ont été désignés par la direction à la juste valeur par le biais du bénéfice net au moment de leur comptabilisation initiale, étant donné que ce classement reflète la stratégie d'investissement de la direction.

Prêts et créances

Les créances clients et la trésorerie comprises dans les fonds détenus pour des clients.

Disponibles à la vente

Les obligations courantes et non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et les placements non courants.

Autres passifs

Les fournisseurs et autres créditeurs, la rémunération à payer, la dette à long terme, compte non tenu des obligations en vertu de contrats de location-financement et les obligations liées aux fonds des clients.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Hiérarchie des justes valeurs

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : un cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les cours visés au niveau 1, mais qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Tous les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur sont classés au niveau 1, exception faite des dérivés, des placements compris dans les fonds détenus pour des clients et les placements non courants, qui sont classés au niveau 2.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET TRANSACTIONS DE COUVERTURE

La Société a recours à divers instruments financiers dérivés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt et aux taux de change.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur, à la date à laquelle les contrats dérivés sont conclus, et sont ultérieurement réévalués à la juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le gain ou la perte qui en découle est comptabilisé dans les états consolidés du résultat, à moins que le dérivé ne soit désigné comme étant un instrument de couverture et qu'il ne soit jugé efficace, auquel cas le moment de la comptabilisation dans les états consolidés du résultat repose sur la nature de la relation de couverture.

À la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et documente officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture, ainsi que l'objectif et la stratégie de la gestion des risques qui sous-tendent la couverture. La documentation porte sur l'identification de l'instrument de couverture, la transaction couverte ou l'élément couvert, la nature du risque couvert et la façon dont la Société appréciera l'efficacité de l'instrument de couverture à compenser, par ses variations de juste valeur, l'exposition aux variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuables au risque couvert. Ces couvertures devraient être hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie et sont appréciées de manière continue afin d'établir si, dans les faits, elles ont été hautement efficaces au cours des périodes de présentation de l'information financière pour lesquelles elles ont été désignées.

Les flux de trésorerie liés aux transactions de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société a recours aux swaps de devises et aux dettes à long terme libellées en devises pour couvrir des parties de l'investissement net de la Société dans ses établissements aux États-Unis et en Europe. Les gains ou pertes de change sur les investissements nets et la partie efficace des gains ou des pertes sur les instruments de couverture des investissements nets sont comptabilisés à titre d'autres éléments du résultat global. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat. Lorsque l'investissement net faisant l'objet de la couverture est cédé, le montant qui s'y rattache dans les autres éléments du résultat global est alors transféré dans le bénéfice net, au titre des gains ou des pertes découlant de la cession.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET TRANSACTIONS DE COUVERTURE (SUITE)

Couvertures de flux de trésorerie liés aux revenus futurs

La Société a également conclu des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité des taux de change. Ces couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie, et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures.

La partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée à titre d'autres éléments du résultat global et la partie inefficace, le cas échéant, dans les états consolidés du résultat. La partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés est reclassée des autres éléments du résultat global aux états consolidés du résultat à titre d'ajustement des revenus au moment de la comptabilisation des revenus visés par la transaction de couverture.

Couvertures de flux de trésorerie sur une facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie

La Société a conclu un swap de taux d'intérêt afin de couvrir le risque lié aux flux de trésorerie de la facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie à taux variable. En vertu du swap de taux d'intérêt, la Société obtient un taux d'intérêt variable, mais rembourse un taux d'intérêt fixe sur le montant notionnel.

Les couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie, et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures.

Couvertures de juste valeur liées aux billets de premier rang non garantis en devise américaine

La Société a conclu des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque lié à la juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine à taux fixe.

Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt sont comptabilisées à titre de charges financières dans les états consolidés du résultat. Les variations de la juste valeur des éléments couverts attribuable au risque couvert sont comptabilisées à titre d'ajustement de la valeur comptable des billets de premier rang non garantis en devise américaine, et sont aussi inscrites au titre des charges financières dans les états consolidés du résultat. Si les éléments couverts sont décomptabilisés, la juste valeur non amortie est comptabilisée immédiatement dans les états consolidés du résultat.

Les contrats à terme, les swaps de devises et les swaps de taux d'intérêt utilisés comme couvertures de flux de trésorerie sont des instruments dérivés; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans consolidés à titre d'autres actifs courants, d'autres actifs non courants, d'autres créditeurs ou d'autres passifs non courants. Pour déterminer la juste valeur des instruments dérivés, la Société utilise des modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables sur le marché.

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société administre des régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies. Les régimes de retraite qui sont capitalisés à même le paiement des primes d'assurance sont traités comme des régimes à cotisations définies, sauf si la Société a une obligation soit de verser directement les prestations lorsqu'elles deviennent exigibles, soit de verser d'autres montants si les actifs accumulés auprès de l'assureur ne couvrent pas tous les avantages futurs du personnel. Dans ces circonstances, le régime est traité comme un régime à prestations définies. Le coût des régimes à cotisations définies est passé en charges dans les états consolidés du résultat en fonction des cotisations payables par la Société au cours de l'exercice. En ce qui a trait aux régimes à prestations définies, l'obligation au titre des prestations définies est calculée annuellement par des actuaires indépendants au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Le passif au titre des prestations de retraite dans le bilan consolidé représente la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies réduite de la juste valeur des actifs du régime. Les actifs au titre des prestations de retraite sont comptabilisés dans la mesure où la Société peut bénéficier de remboursements ou d'une réduction des cotisations futures.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Les contrats d'assurance sont traités comme des actifs de régime d'un régime à prestations définies si les produits du contrat :

- ne peuvent servir qu'à financer les avantages du personnel;
- sont hors de portée des créanciers de la Société; et
- ne peuvent pas être restitués à la Société, sauf si ces produits représentent un surplus d'actifs non nécessaires au respect de l'ensemble des obligations relatives aux avantages du personnel ou un remboursement des avantages du personnel déjà payés par la Société.

Les contrats d'assurance qui ne respectent pas les critères susmentionnés sont traités comme des investissements non courants et sont inscrits à leur juste valeur comme des actifs financiers non courants dans le bilan consolidé.

Le coût des services rendus au cours de la période est comptabilisé dans les états consolidés du résultat à titre de charges liées aux avantages du personnel. Le coût financier résultant de la désactualisation de l'obligation au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime sont comptabilisés comme charges ou produits d'intérêts nets. Les gains actuariels et les pertes actuarielles découlant des ajustements liés à l'expérience ou des changements d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où ils se produisent.

MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES FUTURES

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

- IFRS 9, *Instruments financiers*, traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers.
- IFRS 10, *États financiers consolidés*, s'appuie sur des principes existants pour définir le concept de contrôle comme facteur déterminant de la consolidation des comptes d'une entité dans les états financiers consolidés d'une société.
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, fournit des indications sur les informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités structurées et les autres véhicules hors bilan.
- IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, fournit des indications sur l'évaluation de la juste valeur ainsi que la définition de la juste valeur et constitue une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'information à fournir.
- IAS 1, *Présentation des états financiers*, a été modifiée pour exiger le regroupement d'éléments au sein de l'état du résultat global qui peuvent être reclassés dans l'état du résultat.
- IAS 19, *Avantages du personnel*, a été modifiée pour ajuster le calcul de la composante charge financière des régimes à prestations définies et pour améliorer les exigences en matière d'information à fournir.

À l'exception d'IFRS 9, les normes susmentionnées entreront en vigueur le 1^{er} octobre 2013, et leur application anticipée est autorisée. IFRS 9 sera en vigueur le 1^{er} octobre 2015 et son application anticipée est aussi autorisée. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie et découvert bancaire

	Au 30 septembre 2012	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
Trésorerie	86 060	95 643	22 061
Équivalents de trésorerie	27 043	40 568	86 468
Trésorerie et équivalents de trésorerie	113 103	136 211	108 529
Découvert bancaire	-	(75 538)	-
	113 103	60 673	108 529

5. Créances clients

	Au 30 septembre 2012	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
Clients	1 272 325	387 229	340 957
Autres ¹	173 824	103 255	85 284
	1 446 149	490 484	426 241

¹ Les autres créances clients comprennent les crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés au programme de développement des affaires électroniques du Québec, au programme de crédits d'impôt pour la recherche et le développement en Amérique du Nord et en Europe, ainsi qu'à d'autres programmes de création d'emplois et de croissance économique. Les crédits d'impôt représentent un montant d'environ 106 491 000 \$, 75 896 000 \$ et 54 624 000 \$ des autres créances clients respectivement pour les exercices 2012, 2011 et 2010.

Les mesures fiscales en vertu du programme de développement des affaires électroniques du Québec permettent aux sociétés ayant un établissement dans la province de Québec, qui exercent des activités admissibles dans le secteur de la technologie, d'obtenir un crédit d'impôt remboursable égal à 30 % des salaires admissibles, jusqu'à concurrence de 20 000 \$ par année par employé admissible jusqu'au 31 décembre 2015.

6. Fonds détenus pour des clients

	Au 30 septembre 2012	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
Trésorerie	11 670	67 140	248 695
Obligations à court terme	-	10 070	-
Obligations à long terme	190 737	170 412	-
	202 407	247 622	248 695

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

7. Immobilisations corporelles

	Terrains et immeubles	Améliorations locatives	Mobilier, agencements et matériel	Matériel informatique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Au 30 septembre 2011	14 773	125 808	84 046	293 944	518 571
Ajouts/transferts	23 993	5 021	8 980	58 891	96 885
Ajouts – acquisition d'entreprise (note 24)	20 456	84 952	106 974	38 426	250 808
Cessions/transferts ¹	-	(9 344)	(2 305)	(46 537)	(58 186)
Écart de conversion	308	427	1 723	(4 146)	(1 688)
Au 30 septembre 2012	59 530	206 864	199 418	340 578	806 390
Amortissement cumulé					
Au 30 septembre 2011	4 047	65 678	31 767	167 178	268 670
Dotation aux amortissements (note 20)	1 236	18 655	16 717	56 445	93 053
Cessions/transferts ¹	-	(7 052)	(2 274)	(44 580)	(53 906)
Écart de conversion	15	(384)	668	(2 721)	(2 422)
Au 30 septembre 2012	5 298	76 897	46 878	176 322	305 395
Valeur comptable nette au 30 septembre 2012	54 232	129 967	152 540	164 256	500 995

	Terrains et immeubles	Améliorations locatives	Mobilier, agencements et matériel	Matériel informatique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Au 1 ^{er} octobre 2010	17 309	139 522	75 334	255 182	487 347
Ajouts/transferts ¹	154	15 479	16 602	72 443	104 678
Cessions/transferts	(2 735)	(29 011)	(7 432)	(34 064)	(73 242)
Écart de conversion	45	(182)	(458)	383	(212)
Au 30 septembre 2011	14 773	125 808	84 046	293 944	518 571
Amortissement cumulé					
Au 1 ^{er} octobre 2010	4 461	74 419	30 065	141 770	250 715
Dotation aux amortissements (note 20)	199	17 260	8 482	53 083	79 024
Cessions/transferts ¹	(628)	(25 975)	(6 641)	(28 003)	(61 247)
Écart de conversion	15	(26)	(139)	328	178
Au 30 septembre 2011	4 047	65 678	31 767	167 178	268 670
Valeur comptable nette au 30 septembre 2011	10 726	60 130	52 279	126 766	249 901

¹ Comprennent la décomptabilisation des actifs entièrement amortis de 32 738 000 \$ (38 914 000 \$ en 2011).

Les immobilisations corporelles comprennent les actifs suivants acquis aux termes de contrats de location-financement :

	Au 30 septembre 2012			Au 30 septembre 2011			Au 1 ^{er} octobre 2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Mobilier, agencements et matériel	16 909	5 198	11 711	12 521	2 812	9 709	9 258	1 551	7 707
Matériel informatique	103 759	52 201	51 558	87 688	40 550	47 138	79 058	33 645	45 413
	120 668	57 399	63 269	100 209	43 362	56 847	88 316	35 196	53 120

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

8. Coûts liés à des contrats

	Au 30 septembre 2012			Au 30 septembre 2011			Au 1 ^{er} octobre 2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Incitatifs	102 061	81 425	20 636	101 599	72 622	28 977	142 696	107 766	34 930
Coûts de transition	258 778	111 672	147 106	181 559	103 294	78 265	201 413	103 234	98 179
	360 839	193 097	167 742	283 158	175 916	107 242	344 109	211 000	133 109

9. Immobilisations incorporelles

	Logiciels pour utilisation interne	Solutions d'affaires	Licences d'utilisation de logiciels	Relations clients et autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Au 30 septembre 2011	90 775	299 788	162 699	390 374	943 636
Ajouts/transferts	4 158	-	19 499	-	23 657
Ajouts – développés en interne	-	35 360	-	-	35 360
Ajouts – acquisition d'entreprise (note 24)	33 812	36 392	-	533 479	603 683
Cessions/transferts ¹	(4 012)	(8 099)	(5 115)	(29 999)	(47 225)
Écart de conversion	(260)	(8 049)	(1 151)	(1 136)	(10 596)
Au 30 septembre 2012	124 473	355 392	175 932	892 718	1 548 515
Amortissement cumulé					
Au 30 septembre 2011	71 510	213 780	119 051	247 162	651 503
Dotation aux amortissements (note 20)	9 133	21 770	18 472	50 299	99 674
Cessions/transferts ¹	(2 062)	(8 917)	(4 302)	(31 811)	(47 092)
Écart de conversion	(364)	(6 316)	(592)	(7 190)	(14 462)
Au 30 septembre 2012	78 217	220 317	132 629	258 460	689 623
Valeur comptable nette au 30 septembre 2012	46 256	135 075	43 303	634 258	858 892

	Logiciels pour utilisation interne	Solutions d'affaires	Licences d'utilisation de logiciels	Relations clients et autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Au 1 ^{er} octobre 2010	88 153	284 475	172 736	414 199	959 563
Ajouts/transferts	6 503	-	21 354	-	27 857
Ajouts – développés en interne	-	14 975	-	-	14 975
Modifications à la répartition du prix d'acquisition	-	-	-	(1 743)	(1 743)
Cessions/transferts ¹	(4 075)	(1 849)	(31 699)	(23 182)	(60 805)
Écart de conversion	194	2 187	308	1 100	3 789
Au 30 septembre 2011	90 775	299 788	162 699	390 374	943 636
Amortissement cumulé					
Au 1 ^{er} octobre 2010	64 749	178 400	123 036	224 342	590 527
Dotation aux amortissements	10 506	23 766	18 921	42 979	96 172
Cessions/transferts ¹	(3 818)	(1 849)	(23 062)	(21 675)	(50 404)
Perte de valeur	-	11 719	-	-	11 719
Écart de conversion	73	1 744	156	1 516	3 489
Au 30 septembre 2011	71 510	213 780	119 051	247 162	651 503
Valeur comptable nette au 30 septembre 2011	19 265	86 008	43 648	143 212	292 133

¹ Comprennent la décomptabilisation des actifs entièrement amortis de 45 857 000 \$ (32 183 000 \$ en 2011).

Toutes les immobilisations incorporelles font l'objet d'amortissement.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

10. Autres actifs non courants

	Au 30 septembre 2012	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
Contrats d'assurance souscrits pour capitaliser des régimes de retraite à prestations définies et des contrats d'assurance-vie (note 29)	19 122	-	-
Actifs du régime de rémunération différée (note 29)	18 878	16 452	16 318
Placements non courants	15 533	15 309	-
Actifs au titre des prestations de retraite (note 29)	9 165	-	-
Montants à recevoir à long terme	8 502	4 610	-
Frais de financement différés	5 042	1 077	2 360
Contrats de maintenance non courants	4 891	5 017	4 904
Contrats à terme (note 31)	2 098	6 179	13 317
Dépôts et autres	13 120	6 949	4 724
	96 351	55 593	41 623

11. Goodwill

En raison de la modification apportée aux secteurs opérationnels au cours de l'exercice (note 27), la Société a réaffecté le goodwill aux UGT révisées en se fondant sur la juste valeur relative et a procédé à un test de dépréciation du goodwill relatif aux UGT révisées, qui correspondent aux secteurs opérationnels. Les résultats de ce test n'ont révélé aucune perte de valeur. De plus, la Société a procédé au test de dépréciation annuel au 30 septembre 2012 et n'a constaté aucune perte de valeur. Le 20 août 2012, CGI a acquis la totalité des actions de Logica plc (« Logica ») et a présenté cette dernière comme un secteur opérationnel (note 27).

Les variations du goodwill se présentaient comme suit :

	États-Unis	Canada	Services d'infrastructure	Europe et Asie- Pacifique	Logica	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2010	1 282 773	964 085	202 715	75 840	-	2 525 413
Acquisition d'entreprise	-	-	-	656	-	656
Ajustements liés au coût d'acquisition (note 24)	4 376	-	-	-	-	4 376
Cession d'entreprise	-	(5 050)	-	-	-	(5 050)
Écart de conversion	10 682	-	120	(175)	-	10 627
Solde au 30 septembre 2011, comme présenté précédemment	1 297 831	959 035	202 835	76 321	-	2 536 022
Réaffectation du goodwill	(22 243)	21 613	-	630	-	-
Solde au 30 septembre 2011, après réaffectation du goodwill	1 275 588	980 648	202 835	76 951	-	2 536 022
Acquisition d'entreprise (note 24)	-	-	-	-	3 276 172	3 276 172
Écart de conversion	(70 849)	-	(880)	(7 011)	86 363	7 623
Solde au 30 septembre 2012	1 204 739	980 648	201 955	69 940	3 362 535	5 819 817

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

11. Goodwill (suite)

Hypothèses clés relatives au test de dépréciation du goodwill

Les hypothèses utilisées pour les UGT les plus importantes sont présentées dans le tableau suivant :

Au 30 septembre 2012	États-Unis	Canada	Services d'infrastructure
	%	%	%
Hypothèses			
Taux d'actualisation avant impôt	8,7	5,5	7,2
Taux de croissance à long terme des flux de trésorerie des activités opérationnelles nets	2,0	2,0	2,0
Au 1 ^{er} octobre 2011	États-Unis	Canada	Services d'infrastructure
	%	%	%
Hypothèses			
Taux d'actualisation avant impôt	8,9	7,2	8,7
Taux de croissance à long terme des flux de trésorerie des activités opérationnelles nets	2,0	2,0	2,0
Au 1 ^{er} octobre 2010	É.-U. et Inde	Canada	Services d'infrastructure
	%	%	%
Hypothèses			
Taux d'actualisation avant impôt	10,4	8,1	9,8
Taux de croissance à long terme des flux de trésorerie des activités opérationnelles nets	2,0	2,0	2,0

Comme Logica a été acquise le 20 août 2012, la contrepartie payée constitue la meilleure indication de la juste valeur de cette UGT au 30 septembre 2012.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

12. Provisions

	Contrats de location déficitaires ¹	Litiges et réclamations ²	Passifs relatifs au démantèlement ³	Restructuration ⁴	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2011	29 703	2 535	7 559	-	39 797
Provisions additionnelles	4 515	1 719	1 672	101 475	109 381
Provisions prises en charge lors de l'acquisition d'une entreprise	59 138	106 408	31 446	47 652	244 644
Montants utilisés	(10 445)	(2 217)	-	(5 384)	(18 046)
Renversement de montants inutilisés	(1 135)	-	(2 908)	-	(4 043)
Ajustement du taux d'actualisation et intérêts théoriques	148	-	205	-	353
Écart de conversion	601	3 108	(22)	1 359	5 046
Au 30 septembre 2012	82 525	111 553	37 952	145 102	377 132
Tranche courante	35 011	3 273	3 420	118 921	160 625
Tranche non courante	47 514	108 280	34 532	26 181	216 507

	Contrats de location déficitaires ¹	Litiges et réclamations ²	Passifs relatifs au démantèlement ³	Restructuration ⁴	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 1 ^{er} octobre 2010	13 078	3 478	3 707	-	20 263
Provisions additionnelles	23 192	930	3 659	-	27 781
Montants utilisés	(5 309)	(58)	-	-	(5 367)
Renversement de montants inutilisés	(1 879)	(1 850)	-	-	(3 729)
Ajustement du taux d'actualisation et intérêts théoriques	328	-	190	-	518
Écart de conversion	293	35	3	-	331
Au 30 septembre 2011	29 703	2 535	7 559	-	39 797
Tranche courante	9 590	2 535	-	-	12 125
Tranche non courante	20 113	-	7 559	-	27 672

¹ Les contrats de location déficitaires se composent des coûts estimatifs liés aux locaux inoccupés. L'échéancier des sorties de fonds liées à ces provisions s'échelonne entre un an et treize ans (entre un an et huit ans et entre un an et dix ans respectivement en 2011 et en 2010); les sorties ont été actualisées en utilisant un taux moyen pondéré de 0,98 % (1,48 % et 2,75 % respectivement en 2011 et 2010).

² Les provisions pour litiges et réclamations représentent certaines poursuites intentées contre la Société.

³ Les passifs relatifs au démantèlement proviennent de contrats de location simple d'immeubles de bureaux qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux dans leur état initial à l'échéance des contrats. Les passifs relatifs au démantèlement étaient fondés sur des flux de trésorerie prévus de 43 421 000 \$ (8 790 000 \$ et 4 370 000 \$ respectivement en 2011 et 2010) et ont été actualisés selon un taux d'intérêt moyen pondéré de 1,24 % (2,19 % et 2,74 % respectivement en 2011 et 2010). L'échéancier du paiement de ces obligations s'échelonne entre un an et quatorze ans (entre un an et douze ans et entre un an et treize ans respectivement en 2011 et 2010).

⁴ Les coûts de restructuration comprennent le programme de restructuration de Logica annoncé le 14 décembre 2011, qui comprenait des rationalisations immobilières, une réduction de l'effectif et d'autres mesures visant à réduire la base de coûts totalisant 47 652 000 \$ au 20 août 2012. De plus, par suite de l'acquisition de Logica conclue au cours de l'exercice, la Société a comptabilisé des coûts liés à la cessation d'emploi de certains employés dont les fonctions étaient redondantes.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

13. Autres passifs non courants

	Au 30 septembre 2012	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
Revenus différés	349 507	29 887	40 702
Pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus	139 744	-	-
Passifs au titre du régime de rémunération différée (note 29)	19 724	18 227	18 694
Loyers différés	55 850	40 767	39 346
Contrats à terme (note 31)	32 848	3 090	3 396
Autres	3 559	1 804	626
	601 232	93 775	102 764

14. Dette à long terme

	Au 30 septembre 2012	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
Billets de premier rang non garantis en devise américaine, portant intérêt au taux moyen pondéré de 4,57 %, remboursables par un versement de 83 615 \$ (85 000 \$ US) en 2016, de 137 718 \$ (140 000 \$ US) en 2018 et de 245 925 \$ (250 000 \$ US) en 2021 ¹	467 610	20 647	109 899
Facilité de crédit renouvelable non garantie ²	691 960	859 277	964 223
Facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie ³	1 933 948	-	-
Obligations portant intérêt à un taux moyen pondéré de 3,34 %, remboursables en versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2018	60 812	58 575	22 049
Obligations en vertu de contrats de location-financement, portant intérêt au taux moyen pondéré de 3,85 %, remboursables en versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2019	85 124	67 182	57 705
Autre dette à long terme	8 954	-	-
	3 248 408	1 005 681	1 153 876
Tranche courante	52 347	896 012	114 577
	3 196 061	109 669	1 039 299

¹ Le 15 décembre 2011, la Société a prélevé un montant de 491 008 000 \$ (475 000 000 \$ US) sur le financement par voie de placement privé auprès d'investisseurs institutionnels américains. Le placement privé comprend trois tranches de billets de premier rang non garantis en devise américaine d'une échéance moyenne pondérée au 30 septembre 2012 de 7,4 ans et portant intérêt à un taux fixe moyen pondéré de 4,57 %. Le produit du placement privé a permis à la Société de rembourser un montant de 491 008 000 \$ sur sa facilité de crédit renouvelable non garantie. Les billets de premier rang non garantis en devise américaine contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 32). Au 30 septembre 2012, la Société respectait ces clauses restrictives.

Le 17 août 2012, la Société a remboursé la dernière tranche de 19 770 000 \$ (20 000 000 \$ US) du financement par voie de placement privé de 2004 auprès d'investisseurs institutionnels américains et a réglé les contrats à terme connexes conclus pour couvrir le risque de variabilité du taux de change de la Société, ce qui a donné lieu à des sorties de fonds de 333 000 \$.

² Le 7 décembre 2011, la Société a renouvelé sa facilité de crédit renouvelable non garantie totalisant 1 500 000 000 \$ pour une période supplémentaire de cinq ans venant à échéance en décembre 2016. Cette facilité porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux LIBOR ou, dans une moindre mesure, au taux préférentiel du Canada majoré d'une marge variable établie d'après les ratios de levier financier de la Société. Au 30 septembre 2012, un montant de 691 960 000 \$ avait été prélevé sur cette facilité majoré d'une marge de 1,75 % pour la tranche au taux LIBOR et au taux des acceptations bancaires et de 0,75 % pour la tranche au taux préférentiel du Canada. De plus, un montant de 21 951 000 \$ de cette facilité a été mis en garantie pour couvrir diverses lettres de crédit émises aux clients et à des tiers. La facilité de crédit renouvelable contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 32). Au 30 septembre 2012, la Société respectait ces clauses restrictives.

³ Le 31 mai 2012, la Société a contracté une nouvelle facilité d'emprunt à terme de 1 245 000 000 £ conditionnelle à la clôture de la transaction avec Logica. Au 30 septembre 2012, un montant de 1 948 940 000 \$ avait été prélevé, moins les frais de financement de 14 992 000 \$. La facilité d'emprunt à terme expire en tranches en mai 2014 (484 955 000 \$), 2015 (484 955 000 \$) et 2016 (979 030 000 \$). La facilité d'emprunt à terme porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux LIBOR ou, dans une moindre mesure, au taux préférentiel du Canada majoré d'une marge variable établie d'après les ratios de levier financier de la Société. Au 30 septembre 2012, la marge payée avait été de 2,25 % pour la tranche au taux LIBOR et au taux des acceptations bancaires et de 1,25 % pour la tranche au taux préférentiel du Canada. La facilité d'emprunt à terme contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 32). Au 30 septembre 2012, la Société respectait ces clauses restrictives.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

14. Dette à long terme (suite)

Les remboursements de capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
Moins de un an	18 942
De un an à deux ans	510 029
De deux ans à cinq ans	2 265 244
Plus de cinq ans	384 061
Total des remboursements de capital sur la dette à long terme	3 178 276

Versements minimaux en vertu des contrats de location-financement :

	Capital	Intérêts	Versement
	\$	\$	\$
Moins de un an	33 405	3 143	36 548
De un an à deux ans	24 586	1 517	26 103
De deux ans à cinq ans	26 847	830	27 677
Plus de cinq ans	286	5	291
Total des versements minimaux en vertu des contrats de location-financement	85 124	5 495	90 619

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

15. Capital-actions

Autorisé, nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, sur les actions subalternes classe A et sur les actions classe B;

Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B;

Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres d'achat visant les actions classe B se concrétisent;

Actions classe B, comportant dix droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

Au cours des exercices 2012 et 2011, les actions subalternes classe A et les actions classe B ont évolué comme suit :

	Actions subalternes classe A		Actions classe B		Total	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
		\$		\$		\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2010	237 684 791	1 148 182	33 608 159	46 887	271 292 950	1 195 069
Rachetées et annulées ¹	(16 373 400)	(80 009)	-	-	(16 373 400)	(80 009)
Émises par suite de l'exercice d'options sur actions ²	5 743 649	66 065	-	-	5 743 649	66 065
Achetées et détenues en fiducie ³	-	(2 566)	-	-	-	(2 566)
Solde au 30 septembre 2011	227 055 040	1 131 672	33 608 159	46 887	260 663 199	1 178 559
Rachetées et annulées ¹	(5 368 000)	(26 942)	-	-	(5 368 000)	(26 942)
Émises lors du financement d'acquisition d'entreprise, déduction faite des coûts de transaction	46 707 146	999 178	-	-	46 707 146	999 178
Émises par suite de l'exercice d'options sur actions ²	5 376 920	64 033	-	-	5 376 920	64 033
Achetées et détenues en fiducie ³	-	(14 252)	-	-	-	(14 252)
Vente d'actions détenues en fiducie ³	-	1 118	-	-	-	1 118
Solde au 30 septembre 2012	273 771 106	2 154 807	33 608 159	46 887	307 379 265	2 201 694

¹ Le 1^{er} février 2012, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société permettant à celle-ci de racheter sur le marché libre, aux fins d'annulation, jusqu'à 22 064 163 actions subalternes classe A au cours de l'exercice suivant (23 006 547 en 2011 et 25 151 058 en 2010) par l'entremise de la Bourse de Toronto. Les actions subalternes classe A pouvaient être rachetées dès le 9 février 2012 jusqu'au 8 février 2013 au plus tard, ou plus tôt si la Société concluait le rachat ou décidait de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance. Au cours de l'exercice 2012, la Société a racheté 5 368 000 actions subalternes classe A (16 373 400 en 2011 et 35 602 085 en 2010) en contrepartie d'un montant au comptant de 102 845 000 \$ (305 028 000 \$ en 2011 et 516 699 000 \$ en 2010). L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable, de l'ordre de 75 903 000 \$ (225 019 000 \$ en 2011 et 347 940 000 \$ en 2010), a été imputé aux bénéfices non distribués.

² La valeur comptable des actions subalternes classe A comprend un montant de 16 010 000 \$ (14 341 000 \$ en 2011 et 13 332 000 \$ en 2010) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur du coût cumulé des rémunérations fondées sur des actions liées aux options sur actions exercées au cours de l'exercice.

³ Le fiduciaire, conformément aux modalités du régime d'UAR et d'un contrat de fiducie, a acheté sur le marché libre 761 358 actions subalternes classe A de la Société en contrepartie de 14 252 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012 (164 012 actions subalternes classe A en contrepartie de 2 566 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011). De plus, le fiduciaire a vendu 61 504 actions subalternes classe A détenues en fiducie sur le marché libre selon les dispositions du régime d'UAR (néant au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011). L'excédent des produits sur la valeur comptable des actions subalternes classe A, d'un montant de 53 000 \$, s'est traduit par une augmentation du surplus d'apport. Au 30 septembre 2012, 863 866 actions subalternes classe A étaient détenues en fiducie en vertu du régime d'UAR (164 012 au 30 septembre 2011) (note 16b)).

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

16. Paiements fondés sur des actions

a) Options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, attribuer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options sur actions leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix d'exercice est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture des actions subalternes classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date d'attribution. Les droits rattachés aux options sur actions deviennent généralement acquis sur une période de quatre ans après la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs, et les options sur actions doivent être exercées dans un délai de dix ans, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Au 30 septembre 2012, 40 881 609 actions subalternes classe A étaient réservées pour émission en vertu du régime d'options sur actions.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours attribuées par la Société :

	2012		2011	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action
		\$		\$
En cours au début de l'exercice	24 163 317	11,42	26 555 483	10,03
Attribuées	2 551 547	19,74	6 634 974	15,53
Exercées	(5 376 920)	8,93	(5 743 649)	9,01
Éteintes	(2 720 714)	15,47	(3 255 072)	12,68
Échues	-	-	(28 419)	9,19
En cours à la fin de l'exercice	18 617 230	12,69	24 163 317	11,42
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	12 079 231	10,69	13 108 369	9,39

Le prix moyen pondéré des actions à la date d'exercice des options sur actions exercées en 2012 s'établissait à 22,46 \$ (19,03 \$ en 2011).

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours octroyées par la Société au 30 septembre 2012 :

Options en cours				Options pouvant être exercées	
Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
\$			\$		\$
5,20 à 6,98	181 166	3,47	6,66	181 166	6,66
7,00 à 7,87	1 594 412	3,22	7,74	1 594 412	7,74
8,00 à 8,91	1 392 887	2,56	8,52	1 392 887	8,52
9,05 à 9,43	2 844 597	6,00	9,31	2 844 597	9,31
10,05 à 11,80	2 353 759	5,03	11,37	2 353 759	11,37
12,54 à 13,26	3 997 509	6,99	12,55	2 563 564	12,55
14,48 à 15,96	3 765 173	8,00	15,48	1 045 450	15,47
19,28 à 23,99	2 487 727	9,01	19,76	103 396	20,58
	18 617 230	6,38	12,69	12 079 231	10,69

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

16. Paiements fondés sur des actions (suite)

a) Options sur actions (suite)

La juste valeur des options sur actions attribuées au cours de la période et les hypothèses utilisées aux fins du calcul de leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes sont comme suit :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2012	2011
Hypothèses moyennes pondérées		
Juste valeur à la date d'attribution (\$)	4,67	4,31
Rendement de l'action (%)	0,00	0,00
Volatilité prévue (%) ¹	27,63	27,11
Taux d'intérêt sans risque (%)	1,20	1,99
Durée prévue (en années)	4,00	5,00
Prix d'exercice (\$)	19,74	15,53
Cours de l'action (\$)	19,74	15,53

¹ La volatilité prévue a été établie selon les formules statistiques et l'historique hebdomadaire moyen des prix de clôture quotidiens sur la période de la durée de vie prévue de l'option.

b) Unités d'actions liées au rendement (UAR)

En vertu du régime d'UAR, le conseil d'administration peut attribuer aux cadres supérieurs et à d'autres employés clés (« participants ») des UAR qui leur donnent droit à une action subalterne classe A pour chaque UAR. Les conditions liées à l'acquisition des droits et au rendement sont établies par le conseil d'administration à la date d'attribution. Les UAR expirent le 31 décembre de la troisième année civile suivant la fin de l'exercice au cours duquel l'attribution a été effectuée, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Les droits rattachés aux UAR attribuées s'acquièrent annuellement sur une période de quatre ans à partir de la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs.

Les actions subalternes classe A achetées dans le cadre du régime d'UAR sont détenues en fiducie à l'intention des participants. La fiducie considérée comme une entité ad hoc est consolidée dans les états financiers consolidés de la Société, et le coût des actions achetées est comptabilisé en réduction du capital-actions (note 15).

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs au nombre d'UAR en cours attribuées par la Société :

En cours au 1 ^{er} octobre 2010	-
Attribuées ¹	164 012
En cours au 30 septembre 2011	164 012
Attribuées ¹	761 358
Éteintes	(61 504)
En cours au 30 septembre 2012	863 866

¹ Les UAR attribuées au cours de la période étaient assorties d'une juste valeur à la date d'attribution de 19,71 \$ par unité en 2012 (15,51 \$ en 2011).

c) Charge au titre des paiements fondés sur des actions

La charge au titre des paiements fondés sur des actions comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration est la suivante :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2012	2011
	\$	\$
Options sur actions	9 310	16 246
UAR	3 210	399
	12 520	16 645

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

17. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base et dilué par action pour les exercices clos les 30 septembre :

	2012			2011		
	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action
	\$		\$	\$		\$
De base	131 529	263 431 660	0,50	438 139	265 333 074	1,65
Options sur actions et UAR dilutives ²		10 212 342			10 487 173	
	131 529	273 644 002	0,48	438 139	275 820 247	1,59

¹ Les 5 368 000 actions subalternes classe A rachetées et les 863 866 actions subalternes classe A détenues en fiducie au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012 (respectivement 16 373 400 et 164 012 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011) ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à compter de la date de la transaction.

² Le calcul du résultat dilué par action exclut 2 400 489 options sur actions pour l'exercice clos le 30 septembre 2012 (58 542 pour l'exercice clos le 30 septembre 2011) puisqu'elles étaient antidilutives.

18. Contrats de construction en cours

Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils dans le cadre d'accords à prix fixe dont le résultat peut être estimé de façon fiable sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement au cours des périodes sur lesquelles les services sont fournis. La Société utilise les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail pour mesurer le pourcentage d'avancement des travaux. Lorsque le résultat d'un accord ne peut être estimé de façon fiable, les revenus ne doivent être comptabilisés qu'à hauteur des coûts engagés qui devraient être recouvrables.

L'excédent des montants comptabilisés à titre de revenus sur les montants facturés est classé dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des biens ou la prestation des services sont classés dans les revenus différés.

Le statut des contrats de construction en cours de la Société à la fin de la période de présentation de l'information financière était le suivant :

	Au 30 septembre 2012	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
Comptabilisés à titre de :			
Revenus de l'exercice	637 764	443 183	445 294
Comptabilisés à titre de :			
Montants à recevoir des clients aux termes de contrats de construction ¹	366 398	104 327	100 616
Montants payés d'avance par les clients aux termes de contrats de construction ²	(206 235)	(34 861)	(27 908)

¹ Au 30 septembre 2012, les retenues détenues par des clients pour les travaux sous contrat s'élevaient à 21 402 000 \$ (17 186 000 \$ au 30 septembre 2011 et 14 788 000 \$ au 1^{er} octobre 2010).

² Au 30 septembre 2012, les avances reçues des clients pour les travaux sous contrat s'élevaient à 11 740 000 \$ (14 196 000 \$ au 30 septembre 2011 et 5 489 000 \$ au 1^{er} octobre 2010).

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

19. Coûts des services et frais de vente et d'administration

	Exercices clos les 30 septembre	
	2012	2011
	\$	\$
Salaires et autres coûts liés aux membres ¹	2 771 802	2 343 015
Coûts liés au matériel informatique, aux logiciels et aux centres de traitement des données	400 015	457 248
Honoraires professionnels et autres coûts liés à la main-d'œuvre contractuelle	592 374	494 292
Coûts immobiliers	204 944	170 859
Amortissement (note 20)	220 054	210 450
Autres charges opérationnelles	37 670	15 096
	4 226 859	3 690 960

¹ Déduction faite des crédits d'impôt de 98 750 000 \$ en 2012 (111 832 000 \$ en 2011).

20. Amortissement

	Exercices clos les 30 septembre	
	2012	2011
	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles ¹	93 053	79 024
Amortissement des immobilisations incorporelles	99 674	107 891
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	27 327	23 535
Inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration (note 19)	220 054	210 450
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des revenus)	8 723	10 364
Amortissement des frais de financement différés (présenté dans les charges financières)	1 211	1 283
Amortissement des primes et escomptes sur les placements liés aux fonds détenus pour des clients (présenté sur la base du montant net à titre de réduction des revenus)	1 371	1 257
Amortissement des primes et escomptes sur les placements non courants (présenté sur la base du montant net à titre de charges financières)	39	-
	231 398	223 354

¹ L'amortissement des immobilisations corporelles acquises aux termes de contrats de location-financement s'est élevé à 20 799 000 \$ en 2012 (18 526 000 \$ en 2011).

21. Charges financières

	Exercices clos les 30 septembre	
	2012	2011
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	41 698	18 224
Autres charges financières	401	1 171
	42 099	19 395

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

22. Cumul des autres éléments du résultat global

	Au 30 septembre 2012	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
(Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger (déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 330 \$ au 30 septembre 2012 et de 1 281 \$ au 30 septembre 2011)	(7 920)	12 275	-
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s découlant de la conversion de la dette à long terme désignée comme couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 959 \$ au 30 septembre 2012 et déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 1 086 \$ au 30 septembre 2011)	6 071	(4 695)	-
(Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 3 302 \$ au 30 septembre 2012 et déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices de 1 457 \$ au 30 septembre 2011 et de 5 336 \$ au 1 ^{er} octobre 2010)	(6 343)	5 272	14 469
Écart actuariel net non réalisé (déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices de 1 961 \$ au 30 septembre 2012 et d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices de 217 \$ au 30 septembre 2011)	4 578	(632)	-
Gains nets non réalisés sur les placements disponibles à la vente (déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 1 276 \$ au 30 septembre 2012 et de 854 \$ au 30 septembre 2011)	3 339	2 352	-
	(275)	14 572	14 469

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2012, des gains nets non réalisés de 794 000 \$, auparavant classés dans les autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices de 277 000 \$), ont été reclassés au bénéfice net au titre des dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie (7 476 000 \$, déduction faite de l'impôt sur les bénéfices de 3 314 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2011).

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

23. Impôt sur les bénéfices

	Exercices clos les 30 septembre	
	2012	2011
	\$	\$
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible pour l'exercice considéré	151 736	154 349
Ajustements comptabilisés au cours de l'exercice considéré au titre de la charge d'impôt exigible des exercices antérieurs	1 967	(32 230)
Total de la charge d'impôt exigible	153 703	122 119
Charge d'impôt différé		
Charge d'impôt différé afférente à l'établissement et à la reprise de différences temporelles	(19 680)	(17 568)
Comptabilisation de différences temporelles non comptabilisées auparavant	(2 626)	(4 855)
Total du recouvrement d'impôt différé	(22 306)	(22 423)
Total de la charge d'impôt sur les bénéfices	131 397	99 696

Le taux d'imposition effectif de la Société sur les bénéfices tirés des activités poursuivies est différent du taux d'imposition combiné fédéral et provincial prévu par la loi au Canada, et il s'établit comme suit :

	2012	2011
	%	%
Taux d'imposition de la Société prévu par la loi	27,3	28,8
Effet des écarts des taux d'imposition étrangers	2,9	(2,4)
Entente finale avec les autorités fiscales et échéance des délais de prescription	(0,2)	(6,8)
Éléments non déductibles et exempts d'impôt	1,5	(1,2)
Incidence d'un avantage fiscal non comptabilisé et des frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration non déductibles	18,5	-
Incidence de la variation des taux d'imposition sur les actifs et passifs d'impôt futur	-	0,1
Taux d'imposition effectif	50,0	18,5

La baisse du taux d'imposition de la Société prévu par la loi s'explique par la réduction du taux d'imposition fédéral prévu par la loi, qui est passé de 16,9 % à 15,4 %.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

23. Impôt sur les bénéfices (suite)

La continuité des soldes d'impôt différé se détaille comme suit :

	Au 30 septembre 2011	Ajout – acquisition d'entreprise	Comptabilisé dans le bénéfice	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Comptabilisé dans les capitaux propres	Écart de conversion et autres	Au 30 septembre 2012
	\$	\$	\$	\$	\$		\$
Fournisseurs et autres créditeurs et autres passifs non courants	24 884	11 957	(7 473)	-	-	(64)	29 304
Avantages fiscaux découlant des reports en avant de pertes fiscales	7 459	164 960	8 271	-	-	1 710	182 400
Rémunération à payer	28 354	3 030	787	-	6 805	-	38 976
Prestations de retraite	-	19 664	-	(2 178)	-	-	17 486
Provision pour créances douteuses	3 255	-	(1 209)	-	-	-	2 046
Immobilisations corporelles, coûts liés à des contrats, immobilisations incorporelles et autres actifs non courants	(122 374)	(46 428)	13 769	-	-	2 326	(152 707)
Travaux en cours	(28 090)	-	2 921	-	-	1	(25 168)
Goodwill	(33 490)	-	(1 754)	-	-	-	(35 244)
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	(14 756)	-	(3 027)	-	-	-	(17 783)
Gains non réalisés découlant des couvertures de flux de trésorerie	(1 457)	-	3 236	2 695	-	(95)	4 379
Autres passifs	(3 297)	411	6 785	548	-	324	4 771
Impôt différé, montant net	(139 512)	153 594	22 306	1 065	6 805	4 202	48 460

	Au 1 ^{er} octobre 2010	Comptabilisé dans le bénéfice	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Comptabilisé dans les capitaux propres	Écart de conversion et autres	Au 30 septembre 2011
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fournisseurs et autres créditeurs et autres passifs non courants	13 720	10 944	217	-	3	24 884
Avantages fiscaux découlant des reports en avant de pertes fiscales	10 321	(2 934)	-	-	72	7 459
Rémunération à payer	33 550	(7 659)	-	1 790	673	28 354
Provision pour créances douteuses	1 793	1 462	-	-	-	3 255
Immobilisations corporelles, coûts liés à des contrats, immobilisations incorporelles et autres actifs non courants	(143 654)	23 310	-	-	(2 030)	(122 374)
Travaux en cours	(25 165)	(2 927)	-	-	2	(28 090)
Goodwill	(27 774)	(6 116)	-	-	400	(33 490)
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	(20 985)	6 229	-	-	-	(14 756)
Gains non réalisés découlant des couvertures de flux de trésorerie	(5 323)	226	3 640	-	-	(1 457)
Autres passifs	(2 455)	(112)	(813)	-	83	(3 297)
Impôt différé, montant net	(165 972)	22 423	3 044	1 790	(797)	(139 512)

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

23. Impôt sur les bénéfices (suite)

Le tableau suivant présente les montants au titre de l'impôt différé qui sont inclus dans les bilans consolidés :

	Au 30 septembre 2012	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
Actif d'impôt différé	219 590	9 882	22 888
Passif d'impôt différé	(171 130)	(149 394)	(188 860)
Impôt différé, montant net	48 460	(139 512)	(165 972)

Au 30 septembre 2012, la Société disposait de reports en avant de pertes nettes autres qu'en capital et autres différences temporelles totalisant 1 465 577 000 \$, dont une tranche de 254 410 000 \$ à des échéances diverses jusqu'en 2029 et une tranche de 1 211 167 000 \$ sans date d'échéance. La Société a comptabilisé un actif d'impôt différé de 364 028 000 \$ découlant des reports en avant de pertes, des autres différences temporelles et d'une provision pour moins-value de 181 628 000 \$ relativement à ces pertes. La hausse de la provision pour moins-value s'explique essentiellement par l'acquisition de Logica. L'actif d'impôt différé net en résultant d'un montant de 182 400 000 \$ représente le montant dont la réalisation est plus probable qu'improbable, en fonction de la reprise du passif d'impôt différé et des bénéfices imposables futurs.

Les différences temporelles associées aux filiales étrangères et à la participation dans la coentreprise de la Société pour lesquelles un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé s'établissaient à 683 282 000 \$ (638 285 000 \$ en 2011).

Les bénéfices non distribués des filiales étrangères de la Société sont considérés réinvestis indéfiniment. Si ces bénéfices étaient distribués sous forme de dividendes ou autrement, la Société pourrait être assujettie à des retenues d'impôt à la source. La Société n'est pas en mesure d'estimer le montant des retenues d'impôt liées à ces bénéfices non distribués étrangers.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

24. Investissements dans les filiales

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2012

a) Acquisition

Le 20 août 2012, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions ordinaires en circulation de Logica, société de services aux entreprises et de services technologiques, moyennant une contrepartie en trésorerie totalisant 2 682 380 000 \$ (1 715 738 000 £) et la prise en charge de la dette nette de Logica de 866 658 000 \$. L'acquisition et le remboursement de la dette de Logica prise en charge ont été financés grâce à diverses sources. La Société a émis à l'intention de la Caisse de dépôt et placement du Québec 46 707 146 nouvelles actions subalternes classe A avec droit de vote de la Société au prix de 21,41 \$, pour une contrepartie totalisant 1 000 000 000 \$, compte non tenu des coûts de transaction. De plus, la Société a prélevé un montant de 1 933 858 000 \$, aux termes d'une entente d'emprunt à terme. Le reste du financement a été prélevé sur la facilité de crédit existante et la trésorerie de la Société. L'acquisition de Logica accroîtra la capacité de la Société d'offrir à ses clients à travers le monde une combinaison de compétences sectorielles et technologiques grâce à un éventail de prestations de services local et mondial.

La répartition du prix d'acquisition illustrée ci-dessous est préliminaire et fondée sur les meilleures estimations de la direction. La répartition définitive du prix d'acquisition devrait être terminée dès que la direction aura fini de rassembler toutes les informations importantes, disponibles et nécessaires pour finaliser la répartition.

	Logica \$
Actif	
Actifs courants ¹	1 374 838
Immobilisations corporelles	250 808
Coûts liés à des contrats	71 697
Immobilisations incorporelles	603 683
Autres actifs non courants	87 789
Actifs d'impôt différé	197 210
Goodwill ²	3 276 172
	5 862 197
Passif	
Passifs courants	(1 546 273)
Dette ³	(808 775)
Passifs d'impôt différé	(43 616)
Provisions non courantes	(182 880)
Obligations au titre des prestations de retraite	(113 526)
Autres passifs non courants	(426 864)
	(3 121 934)
Découvert bancaire pris en charge, montant net	(57 883)
Actifs nets acquis	2 682 380
Contrepartie en trésorerie	2 676 912
Contrepartie à payer ⁴	5 468

¹ Les actifs courants comprennent les créances clients d'une juste valeur de 899 089 000 \$, qui se rapproche du montant brut à payer aux termes des contrats.

² Le goodwill préliminaire représente principalement la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société. Le goodwill est entièrement inclus dans le secteur Logica. Aucun montant comptabilisé relativement au goodwill n'est prévu être déductible aux fins fiscales.

³ Au cours de l'exercice, la Société a remboursé 891 354 000 \$ au titre de la dette de Logica prise en charge dans le cadre de l'acquisition de celle-ci, ce qui a donné lieu à une perte de 83 632 000 \$ qui a été comptabilisée dans les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration.

⁴ Montant à payer dans l'année qui suit.

⁵ La répartition du prix d'acquisition a été convertie au moyen du taux de change au 20 août 2012.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

24. Investissements dans les filiales (suite)

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2012 (SUITE)

a) Acquisition (suite)

Dans le cadre de l'acquisition de Logica, la Société a comptabilisé des charges qui ont totalisé 254 973 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012. Ce montant comprend des frais connexes à l'acquisition de 36 403 000 \$, des coûts d'intégration de 109 714 000 \$, et des coûts compensatoires sur la dette de Logica et autres charges financières de 108 856 000 \$. Les frais connexes à l'acquisition comprennent principalement des honoraires professionnels versés relativement à l'acquisition et des options d'achat de devises, d'un montant de 7 146 000 \$ afin de se conformer à la disposition sur la certitude de fonds selon le City Code on Takeovers and Mergers du Royaume-Uni.

Les coûts d'intégration découlant de la restructuration des activités de Logica, estimés à environ 400 000 000 \$, comprennent principalement des coûts liés à la cessation d'emploi de certains employés dont les fonctions étaient redondantes. Les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration sont présentés séparément dans les états consolidés du résultat de la Société.

Les revenus de Logica pour l'exercice clos le 30 septembre 2012 représentent environ 12 % du total des revenus consolidés de la Société. Depuis la date d'acquisition, les revenus de 567 875 000 \$ et la perte nette de Logica de 259 981 000 \$, compte tenu des frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration, sont compris dans les résultats de la Société. Sur une base pro forma, les revenus, le bénéfice avant impôt sur les bénéfices, et la perte nette de la Société regroupée pour l'exercice clos le 30 septembre 2012 auraient été respectivement d'environ 10 231 555 000 \$, 81 733 000 \$ et 5 399 000 \$ si l'acquisition de Logica avait été réalisée en date du 1^{er} octobre 2011. L'information financière pro forma a été préparée à l'aide des résultats annuels de 2012 de la Société et des résultats de Logica pour la période du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 en raison des différences dans les périodes de présentation de l'information financière, et tient compte des ajustements découlant du regroupement d'entreprises, comme l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, la charge d'intérêts sur les emprunts, l'élimination des frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration, les montants compensatoires et autres charges financières ainsi que les incidences fiscales connexes. Les modifications apportées aux transactions historiques et les avantages tirés des initiatives d'intégration, des indemnités de départ en raison d'employés dont les fonctions étaient redondantes et des économies liées à la mise hors service d'installations excédentaires ne figurent pas dans ces montants pro forma. Les montants pro forma ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats des activités que la Société aurait affichés si l'acquisition avait été réalisée le 1^{er} octobre 2011, ni des résultats futurs.

b) Cession

Il n'y a eu aucune cession importante au cours de l'exercice 2012.

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2011

a) Acquisitions

Il n'y a eu aucune acquisition importante au cours de l'exercice 2011.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

24. Investissements dans les filiales (suite)

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2011 (SUITE)

b) Cession

Le 4 avril 2011, la Société a conclu une transaction, pour une contrepartie nette de 10 500 000 \$, dans le cadre de laquelle Conseillers en informatique d'affaires CIA Inc. (« CIA ») a racheté ses actions qui étaient détenues par la Société et qui représentaient une participation de 68 %, à l'exclusion des activités de son bureau à Paris; la Société a acheté simultanément une participation de 32 % des activités du bureau de CIA à Paris non encore détenue.

La Société a reçu un montant de 5 917 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011 et le solde restant de 4 583 000 \$ au cours de l'exercice 2012. La vente s'est traduite par un gain de 3 655 000 \$, qui a été comptabilisé dans les autres revenus dans les états consolidés du résultat.

c) Modifications à la répartition du prix d'acquisition

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011, la Société a terminé la répartition du prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à l'acquisition de Stanley, Inc. (« Stanley »). L'incidence en découlant pour l'exercice clos le 30 septembre 2011 est une diminution des immobilisations incorporelles de 1 743 000 \$, des actifs d'impôt différé de 299 000 \$ et des passifs d'impôt différé de 682 000 \$, ainsi qu'une augmentation de la rémunération à payer de 1 491 000 \$, des fournisseurs et autres créditeurs de 50 000 \$ et des impôts à payer de 1 475 000 \$, alors que le goodwill a augmenté de 4 376 000 \$. Les chiffres correspondants de la période précédente n'ont pas été ajustés, étant donné que l'incidence du retraitement n'est pas importante.

d) Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration

Dans le cadre de l'acquisition de Stanley, qui a été réalisée à l'exercice 2010, la Société a passé en charges 3 675 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011. Ces charges comprenaient les coûts d'intégration des activités et de réalisation des synergies.

25. Renseignements additionnels sur la coentreprise

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012, la Société a vendu sa participation de 49 % dans Innovaposte Inc. (« Innovaposte ») pour une contrepartie de 26 000 000 \$. La Société a enregistré un gain sur cession de 2 981 000 \$ présenté dans les autres revenus.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

26. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2012	2011
	\$	\$
Créances clients	(61 373)	(87 828)
Travaux en cours	(15 815)	(31 971)
Charges payées d'avance et autres actifs	(10 020)	44 485
Fournisseurs, autres créditeurs et autres passifs non courants	62 161	22 183
Rémunération à payer	89 836	(1 595)
Provisions	85 715	15 620
Revenus différés	46 727	(2 956)
Impôt sur les bénéfices	(21 273)	(35 236)
	175 958	(77 298)

b) Les activités opérationnelles, d'investissement et de financement sans effet sur la trésorerie liées aux activités s'établissent comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2012	2011
	\$	\$
Activités opérationnelles		
Créances clients	(284)	(326)
Charges payées d'avance et autres actifs	(11 105)	(26 400)
	(11 389)	(26 726)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(32 207)	(36 083)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(15 359)	(15 939)
Acquisitions d'autres actifs non courants	(7 426)	(3 646)
	(54 992)	(55 668)
Activités de financement		
Augmentation des obligations en vertu de contrats de location-financement	29 753	28 822
Augmentation des obligations	36 344	53 246
Émission d'actions	284	326
	66 381	82 394

c) Les intérêts et l'impôt sur les bénéfices payé sont classés dans les activités opérationnelles et s'établissent comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2012	2011
	\$	\$
Intérêts payés	34 573	17 807
Intérêts reçus	3 415	2 017
Impôt sur les bénéfices payé	144 010	135 433

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

27. Information sectorielle

Au cours de l'exercice 2011, la direction examinait régulièrement les résultats opérationnels de la Société selon quatre secteurs opérationnels, nommément États-Unis et Inde, Canada, Services d'infrastructure, et Europe et Asie-Pacifique. En raison de modifications apportées à la structure de présentation de l'information de gestion au cours de l'exercice considéré, la Société est gérée selon les quatre secteurs opérationnels suivants : États-Unis, Canada, Services d'infrastructure, et Europe et Asie-Pacifique.

Le secteur opérationnel Services d'infrastructure intègre tous les services fournis aux clients à l'échelle mondiale aux fins de la gestion de leur infrastructure technologique. Les autres secteurs opérationnels sont divisés selon le modèle de prestation de services par emplacement géographique : États-Unis, Canada, et Europe et Asie-Pacifique, qui englobent leur utilisation respective des centres de prestation de services en Inde.

Au 30 septembre 2012, les activités de Logica étaient gérées et examinées comme une composante en soi et sont, par conséquent, présentées comme un secteur opérationnel distinct. En raison de modifications apportées à la structure de présentation de l'information de gestion le 1^{er} octobre 2012, la Société remaniera ses secteurs opérationnels à compter du premier trimestre de 2013, comme suit :

Canada

États-Unis

Nord et sud de l'Europe et Amérique du Sud

Centre et est de l'Europe (y compris les Pays-Bas, l'Allemagne et la Belgique)

Royaume-Uni

Asie-Pacifique (y compris l'Australie, l'Inde, les Philippines et le Moyen-Orient)

France (y compris le Luxembourg et le Maroc)

Le tableau ci-après présente de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion actuelle. La Société a révisé sur une base rétrospective l'information sectorielle des périodes comparatives afin de se conformer à la structure d'information sectorielle en vigueur au 30 septembre 2012.

Exercice clos le 30 septembre 2012						
	États-Unis	Canada	Services d'infrastructure	Europe et Asie- Pacifique	Logica	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	2 091 112	1 212 615	684 870	215 982	567 875	4 772 454
Bénéfice (perte) avant les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration, les charges financières, les revenus financiers, les autres revenus, la quote-part du bénéfice net de la coentreprise et la charge d'impôt sur les bénéfices ¹	242 965	257 011	53 265	12 333	(18 845)	546 729
Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration						254 973
Charges financières						42 099
Revenus financiers						(5 318)
Autres revenus						(3 955)
Quote-part du bénéfice net de la coentreprise						(3 996)
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices						262 926

¹ Pour l'exercice clos le 30 septembre 2012, l'amortissement inclus dans les secteurs opérationnels États-Unis, Canada, Services d'infrastructure, Europe et Asie-Pacifique, et Logica est de respectivement 82 258 000 \$, 42 370 000 \$, 76 674 000 \$, 4 269 000 \$ et 24 577 000 \$.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

27. Information sectorielle (suite)

Exercice clos le 30 septembre 2011	États-Unis	Canada	Services d'infrastructure	Europe et Asie- Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	1 896 002	1 287 056	816 663	224 221	4 223 942
Bénéfice avant les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration, les charges financières, les revenus financiers, les autres revenus, la quote-part du bénéfice net de la coentreprise et la charge d'impôt sur les bénéfices ¹	167 734	249 103	110 880	8 630	536 347
Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration					3 675
Charges financières					19 395
Revenus financiers					(3 552)
Autres revenus					(7 647)
Quote-part du bénéfice net de la coentreprise					(13 359)
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices					537 835

¹ Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, l'amortissement inclus dans les secteurs opérationnels États-Unis, Canada, Services d'infrastructure et Europe et Asie-Pacifique est de respectivement 85 655 000 \$, 53 451 000 \$, 78 781 000 \$, et 4 184 000 \$.

Les méthodes comptables de chaque secteur opérationnel sont identiques à celles décrites à la rubrique sommaire des principales méthodes comptables (note 3). Les revenus intersectoriels sont évalués de la même manière que si ces revenus provenaient de tiers.

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau suivant fournit des renseignements sur les immobilisations corporelles, les coûts liés à des contrats et les immobilisations incorporelles selon leur emplacement géographique¹ :

	Au 30 septembre 2012	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
États-Unis	291 690	313 860	361 702
Canada	292 990	305 046	348 936
Royaume-Uni ²	283 921	-	-
France ²	204 538	-	-
Suède ²	93 231	-	-
Autres	361 259	30 370	28 139
	1 527 629	649 276	738 777

¹ Compte non tenu du goodwill réaffecté aux secteurs opérationnels (note 11).

² Les soldes aux 30 septembre 2011 et 1^{er} octobre 2010 sont non significatifs.

Le tableau suivant présente les revenus en fonction des services selon l'emplacement géographique du client :

	2012	2011
	\$	\$
Revenus		
États-Unis	2 240 668	2 041 609
Canada	1 721 490	1 911 447
Royaume-Uni ¹	205 247	-
France ¹	153 879	-
Suède ¹	59 822	-
Autres	391 348	270 886
	4 772 454	4 223 942

¹ Les montants pour l'exercice clos le 30 septembre 2011 sont non significatifs.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

27. Information sectorielle (suite)

INFORMATION RELATIVE AUX SERVICES

Le tableau suivant présente les revenus en fonction des services fournis par la Société :

	2012	2011
	\$	\$
Impartition		
Technologies de l'information	2 216 942	2 096 049
Gestion des processus d'affaires	838 879	749 728
Intégration de systèmes et services-conseils	1 716 633	1 378 165
	4 772 454	4 223 942

RENSEIGNEMENTS SUR LES PRINCIPAUX CLIENTS

Les contrats conclus avec le gouvernement fédéral américain et ses diverses agences représentaient 1 336 941 000 \$ des revenus inclus dans le secteur États-Unis pour l'exercice clos le 30 septembre 2012 (1 233 784 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2011).

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

28. Transactions avec les parties liées

A) TRANSACTIONS AVEC LA COENTREPRISE

Avant la cession d'Innovaposte, la Société, dans le cours normal de ses activités, était partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société était le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI.

Les opérations et les soldes qui en ont découlé, inscrits au prix du marché (valeur d'échange), sont présentés ci-après. Les montants impayés ne sont pas garantis et sont réglés en trésorerie. Aucune garantie n'a été donnée ou reçue, et aucune charge relative aux montants dus n'a été comptabilisée dans les créances douteuses ou irrécouvrables au cours de la période écoulée ou de périodes précédentes.

Les revenus ont été de 20 014 000 \$ et de 80 075 000 \$ respectivement pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011.

	2012	2011
	\$	\$
Créances clients	-	4 570
Travaux en cours	-	1 158
Coûts liés à des contrats	-	3 713
Revenus différés	-	2 985

B) TRANSACTIONS AVEC DES FILIALES

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales, qui sont des parties liées de la Société, ont été éliminés au moment de la consolidation. La Société détient la totalité des titres de participation de ses filiales.

Les principales filiales de la Société sont les suivantes :

Nom de la filiale	Pays de constitution en société
Conseillers en Gestion et Informatique CGI Inc.	Canada
CGI Information Systems and Management Consultants Inc.	Canada
CGI Technologies and Solutions Inc.	États-Unis
Stanley Associates, Inc.	États-Unis
CGI Federal Inc.	États-Unis
Oberon Associates, Inc.	États-Unis
CGI Information Systems and Management Consultants Private Limited	Inde
CGI Information Systems and Management Consultants (UK) Limited	Royaume-Uni
Logica France SAS	France
Logica Business Consulting France SAS	France
Logica Nederland BV	Pays-Bas
Logica Deutschland GmbH & Co KG	Allemagne
LogicaTI Portugal SA	Portugal
Logica Danmark A/S	Danemark
Logica Norge AS	Norvège
Logica Australia Pty Limited	Australie
Logica Private Limited	Inde
Logica North America Inc.	États-Unis
Logica Suomi Oy	Finlande
Logica Sverige AB	Suède
Logica UK Limited	Royaume-Uni

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

28. Transactions avec les parties liées (suite)

C) RÉMUNÉRATION VERSÉE À DES DIRIGEANTS CLÉS

La rémunération versée à des dirigeants clés, soit les membres du conseil d'administration (le « conseil ») et le vice-président exécutif et chef de la direction financière, est comme suit :

	2012	2011
	\$	\$
Avantages du personnel à court terme	3 909	6 915
Palements fondés sur des actions	5 732	4 702

29. Avantages du personnel

La Société offre à ses employés divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, y compris des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies ainsi que d'autres régimes d'avantages du personnel :

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Le tableau suivant présente les montants au titre des régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite et des régimes complémentaires de retraite qui sont inclus dans les bilans consolidés :

Au 30 septembre 2012	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Obligations au titre des prestations définies	(437 585)	(326 620)	(150 827)	(915 032)
Juste valeur des actifs de régimes	433 727	326 793	45 599	806 119
	(3 858)	173	(105 228)	(108 913)
Juste valeur des droits à remboursement	-	-	19 122	19 122
Actif (passif) net comptabilisé dans les bilans	(3 858)	173	(86 106)	(89 791)
Présenté à titre de :				
Autres actifs non courants (note 10)				
Contrats d'assurance souscrits pour capitaliser des régimes à prestations définies et des contrats d'assurance-vie	-	-	19 122	19 122
Actifs au titre des prestations de retraite	8 790	375	-	9 165
Obligations au titre des prestations de retraite	(12 648)	(202)	(105 228)	(118 078)
	(3 858)	173	(86 106)	(89 791)

a) Régimes à prestations définies de Logica

Au cours de l'exercice, la Société a fait l'acquisition de Logica. Logica administre des régimes de retraite à prestations définies, entre autres, essentiellement à l'intention des employés au Royaume-Uni et aux Pays-Bas et des régimes moins importants dans d'autres pays.

Les régimes les plus importants sont capitalisés généralement par les cotisations de la Société, et des employés dans certains cas, afin de constituer un fonds d'actifs distinct servant à payer les prestations versées aux employés. Les actifs des régimes et les actifs de la Société sont détenus dans des fonds distincts. Les obligations de cotisations sont évaluées par l'actuaire ou l'assureur de chaque régime, dans le cadre des examens réguliers portant sur la capitalisation. Ces régimes offrent généralement des prestations de retraite fondées sur le nombre d'années de service admissibles et sur le salaire final donnant droit à pension.

La Société administre également des régimes non capitalisés, en vertu desquels elle devra payer les prestations futures à même ses bénéfices futurs.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

29. Avantage du personnel (suite)

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

a) Régimes à prestations définies de Logica (suite)

Les deux régimes les plus importants se trouvent au Royaume-Uni et aux Pays-Bas et constituent environ 80 % du total des obligations. Ces régimes sont décrits plus en détail ci-après.

Régime de Stichting Pensionenfonds CMG (Pays-Bas) – dernière évaluation actuarielle exhaustive au 31 décembre 2011

Le régime a fait l'objet d'une réduction et est en cours de liquidation. Au 30 septembre 2012, le régime détenait un contrat d'assurance qui correspondait au montant de la majorité des prestations dues aux membres. Lorsque la liquidation sera terminée, la Société ne courra plus de risques relatifs à ce régime.

Régime d'assurance vie et régime de retraite de Logica CMG (Royaume-Uni) – dernière évaluation actuarielle exhaustive au 31 décembre 2009

En 2011, une évaluation aux fins de la capitalisation a été réalisée et a indiqué un déficit de 1 422 000 \$ (900 000 £). Il a été convenu d'un plan de reprise pour financer le déficit sur une période de cinq ans, du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2015, au moyen de paiements annuels de 317 000 \$ (200 000 £).

Régime de retraite de CMG (Royaume-Uni) – dernière évaluation actuarielle exhaustive au 30 juin 2010

Le régime a fait l'objet d'une réduction et, selon la dernière évaluation aux fins de la capitalisation, il présentait un déficit de 76 479 000 \$ (47 300 000 £). La Société a convenu d'un plan de reprise révisé avec les fiduciaires et paiera un montant annuel de 11 426 000 \$ (7 200 000 £) sur une période de cinq ans et neuf mois du 1^{er} juillet 2011 au 31 mars 2017.

Les contrats d'assurance conclus pour capitaliser les régimes de prestations de retraite qui ne se qualifient pas comme des actifs du régime sont présentés comme des droits à remboursement et sont inclus dans les autres actifs non courants. Les régimes de retraite en Allemagne et un régime d'assurance vie aux États-Unis sont capitalisés par de tels contrats d'assurance.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

29. Avantage du personnel (suite)

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

a) Régimes à prestations définies de Logica (suite)

Le tableau suivant présente un rapprochement des variations de l'obligation au titre des prestations définies entre le début et la fin de l'exercice, et une analyse de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes non capitalisés et ceux qui sont partiellement ou totalement capitalisés.

Obligations au titre des prestations définies	Royaume-Uni \$	Pays-Bas \$	Autres \$	Total \$
Au 1 ^{er} octobre 2011	-	-	-	-
Passifs pris en charge dans le cadre d'une acquisition d'entreprise	436 695	304 686	134 780	876 161
Coût des services rendus au cours de l'exercice	140	-	643	783
Coût financier	2 267	1 289	493	4 049
(Gains) pertes actuariel(le)s en raison d'un changement d'hypothèse	(10 788)	10 214	3 850	3 276
Pertes (gains) actuariel(le)s découlant des ajustements liés aux résultats techniques	173	-	(190)	(17)
Indemnités de fin de contrat de travail	95	-	-	95
Cotisations des adhérents au régime	38	-	32	70
Prestations payées dans le cadre du régime	(421)	(687)	(410)	(1 518)
Prestations payées directement par l'employeur	-	-	(160)	(160)
Écart de conversion	9 386	11 118	4 367	24 871
Au 30 septembre 2012	437 585	326 620	143 405	907 610
Obligation au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	-	-	39 548	39 548
Obligation au titre des prestations définies des régimes capitalisés	437 585	326 620	103 857	868 062
Au 30 septembre 2012	437 585	326 620	143 405	907 610

Le tableau suivant présente un rapprochement des variations des actifs des régimes et des droits à remboursement entre le début et la fin de l'exercice :

Actifs des régimes et droits à remboursement	Royaume-Uni \$	Pays-Bas \$	Autres \$	Total \$
Au 1 ^{er} octobre 2011	-	-	-	-
Actifs acquis dans le cadre d'une acquisition d'entreprise	423 111	304 944	61 263	789 318
Rendement attendu des actifs	2 196	1 291	246	3 733
Cotisations de l'employeur	233	-	649	882
(Pertes) gains sur les actifs liés aux résultats techniques	(594)	10 119	1 122	10 647
Cotisations des adhérents au régime	38	-	32	70
Prestations payées dans le cadre du régime	(421)	(687)	(482)	(1 590)
Prestations payées directement par l'employeur	-	-	(160)	(160)
Écart de conversion	9 164	11 126	2 051	22 341
Au 30 septembre 2012	433 727	326 793	64 721	825 241
Actifs des régimes	433 727	326 793	45 599	806 119
Droits à remboursement	-	-	19 122	19 122
Au 30 septembre 2012	433 727	326 793	64 721	825 241

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

29. Avantage du personnel (suite)

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

a) Régimes à prestations définies de Logica (suite)

Les actifs des régimes à la fin de l'exercice se composaient de ce qui suit :

Au 30 septembre 2012	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Actions	141 402	-	2 465	143 867
Obligations	262 845	-	20 065	282 910
Biens immobiliers	21 398	-	4 930	26 328
Trésorerie	8 082	2 733	2 263	13 078
Autres	-	324 060	15 876	339 936
	433 727	326 793	45 599	806 119

Le régime de retraite à prestations définies aux Pays-Bas est en cours de liquidation et a été réassuré. Comme le régime n'est pas encore entièrement liquidé, la Société continuera de le présenter au montant brut. Lorsque la liquidation sera terminée, la Société ne courra plus de risques relatifs à ce régime.

Les actifs des régimes ne comprennent pas les actions ordinaires de la Société, les biens immobiliers occupés ou tout autre actif utilisé par la Société.

Le tableau suivant présente le rendement réel des actifs :

Au 30 septembre 2012	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Rendement réel des actifs des régimes et droits à remboursement	1 602	11 410	1 368	14 380

Le tableau suivant présente la charge comptabilisée dans les états consolidés du résultat :

Exercice clos le 30 septembre 2012	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	140	-	643	783
Indemnités de fin de contrat de travail	95	-	-	95
Charge d'intérêts	2 267	1 289	493	4 049
Rendement attendu des actifs des régimes et droits à remboursement	(2 196)	(1 291)	(246)	(3 733)
	306	(2)	890	1 194
Présenté à titre de :				
Coûts des services et frais de vente et d'administration	235	-	643	878
Charges financières	71	(2)	247	316
	306	(2)	890	1 194

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

29. Avantage du personnel (suite)

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

a) Régimes à prestations définies de Logica (suite)

Le tableau suivant présente les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global :

Au 30 septembre 2012	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Pertes (gains) lié(e)s à l'expérience sur les actifs et les droits à remboursement	594	(10 119)	(1 122)	(10 647)
(Gains) pertes actuariel(le)s sur les passifs liés à l'expérience et à un changement d'hypothèses	(10 615)	10 214	3 660	3 259
	(10 021)	95	2 538	(7 388)

Hypothèses actuarielles

Le tableau suivant présente les principales hypothèses actuarielles (moyennes pondérées) à la date de présentation de l'information financière. Les taux d'actualisation, taux d'inflation, augmentations salariales et taux de mortalité présumés ont tous une incidence importante sur l'évaluation comptable.

Exercice clos le 30 septembre 2012	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	%	%	%	%
Taux d'actualisation	4,55	3,55	3,35	4,00
Rendement attendu des actifs des régimes	4,55	3,55	3,26	4,07
Augmentations salariales futures	2,60	-	-	-
Augmentations des prestations futures	2,57	-	-	-
Inflation	2,60	2,00	2,10	2,31

Les hypothèses à l'égard des statistiques futures de mortalité sont établies d'après des conseils actuariels qui tiennent compte des statistiques et des résultats techniques publiés dans chaque territoire. Les hypothèses relatives à la mortalité pour les principaux pays reposent sur les tables de mortalité après le départ à la retraite suivantes : 1) au Royaume-Uni, 110 % selon le PNXA00 (année de naissance), plus les projections du modèle CMI_2011 avec un taux d'amélioration annuel à long terme d'au moins 1 %; et 2) aux Pays-Bas, la AG Generation 2010-2060 avec un décalage d'âge de 1 an.

Le rendement global attendu des actifs des régimes est calculé comme une moyenne pondérée des taux de rendement attendus de chaque catégorie d'actifs. La moyenne pondérée est calculée en fonction du montant dans chaque catégorie d'actifs des régimes à la fin de la période de présentation de l'information financière. Le rendement attendu des obligations est déterminé par référence aux taux de rendement, à la fin de la période de présentation de l'information financière, du marché des obligations comportant une durée similaire à celle des actifs des régimes. Le rendement prévu des actions est déterminé par référence au rendement historique réel du marché des actions.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

29. Avantage du personnel (suite)

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

a) Régimes à prestations définies de Logica (suite)

Hypothèses actuarielles (suite)

Le tableau suivant présente la sensibilité des obligations au titre des prestations définies aux changements à ces hypothèses :

Au 30 septembre 2012	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation	(18 043)	(14 154)	(5 200)	(37 397)
Diminution de 0,25 % du taux d'actualisation	19 424	13 599	5 195	38 218
Augmentation de 0,25 % de l'inflation	13 698	-	778	14 476
Diminution de 0,25 % de l'inflation	(11 902)	-	(830)	(12 732)
Augmentation de un an de l'espérance de vie	8 901	6 855	2 222	17 978
Diminution de un an de l'espérance de vie	(9 004)	(7 018)	(2 184)	(18 206)

La Société s'attend à cotiser 18 200 000 \$ aux régimes à prestations définies au cours du prochain exercice, dont 14 620 000 \$ aux régimes du Royaume-Uni et 3 580 000 \$ à d'autres régimes.

b) Avantages complémentaires de retraite

La Société maintient un régime d'avantages complémentaires de retraite pour certains des anciens employés retraités de son unité canadienne de gestion des services de règlement et de gestion du risque qui a été cédée. Les avantages autres que de retraite comprennent une couverture d'assurance pour soins médicaux et dentaires ainsi qu'une couverture d'assurance vie.

Le passif au titre des avantages complémentaires de retraite totalisait 7 422 000 \$ au 30 septembre 2012 (7 035 000 \$ et 6 228 000 \$ respectivement aux 30 septembre 2011 et 1^{er} octobre 2010). La Société évalue son passif au titre des avantages au 30 septembre de chaque exercice. Une évaluation actuarielle a été effectuée au 30 septembre 2011 et la prochaine est prévue au 30 septembre 2014. L'obligation au titre des prestations constituées a été établie selon un taux d'actualisation annuel de 4,50 %.

RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

La Société administre également des régimes de retraite à cotisations définies au Royaume-Uni et à l'étranger, aux termes desquels des cotisations sont versées par les entreprises de la Société. Dans certains pays, les cotisations sont versées dans les régimes de retraite gouvernementaux. La charge au titre des régimes de retraite à cotisations définies s'est élevée à 29 000 000 \$.

En Suède, la Société cotise au régime de retraite d'Alecta SE, lequel est un régime à prestations définies. Ce régime de retraite est classé comme un régime à cotisations définies puisqu'il s'agit d'un régime multiemployeurs. Tout excédent ou déficit du régime touchera le montant des cotisations futures à payer. Alecta a utilisé un ratio de capitalisation collectif pour déterminer l'excédent ou le déficit du régime de retraite. Ce ratio représente l'écart entre les actifs d'Alecta et les engagements envers les titulaires de polices et les personnes assurées. La solvabilité collective peut généralement varier entre 125 % et 155 % avec une cible de 140 %. Au 30 septembre 2012, le ratio de capitalisation collectif d'Alecta s'établissait à 137 %. La charge au titre du régime s'établissait à 3 450 000 \$ (23 000 000 SEK).

La Société a également cotisé aux régimes de retraite à cotisations définies pour les employés de CGI à hauteur de 16 194 000 \$ en 2012 et de 14 623 000 en 2011.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

29. Avantage du personnel (suite)

AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société maintient deux régimes de rémunération différée non admissibles pour certains membres de la direction aux États-Unis.

L'un de ces deux régimes est un régime sans capitalisation, et le passif au titre de la rémunération différée non admissible totalisait 846 000 \$ au 30 septembre 2012 (respectivement 1 775 000 \$ et 2 376 000 \$ au 30 septembre 2011 et au 1^{er} octobre 2010).

L'autre régime représente un régime par capitalisation pour lequel une fiducie a été établie afin que les actifs du régime soient distincts; cependant, dans le cas d'une faillite, les actifs sont assujettis aux créanciers ordinaires de la Société. Ces actifs, composés de placements, sont compris dans les autres actifs non courants et changent de valeur selon les cotisations des employés et les variations de valeur des placements. Le changement de la valeur du passif lié au régime est égal au changement de la valeur des actifs. Les actifs de la fiducie ainsi que les passifs connexes totalisaient 18 878 000 \$ au 30 septembre 2012 (respectivement 16 452 000 \$ et 16 318 000 \$ au 30 septembre 2011 et au 1^{er} octobre 2010).

Les actifs et les passifs des régimes de rémunération différée sont présentés respectivement dans les autres actifs non courants et dans les autres passifs non courants.

30. Engagements, éventualités et garanties

A) ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2012, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location simple venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2027 et visant principalement la location de locaux et de matériel informatique utilisé dans des contrats d'impartition, totalisaient environ 1 932 336 000 \$. Les paiements minimaux futurs exigibles au titre de la location en vertu de contrats de location simple non résiliables sont dus comme suit :

	\$
Moins de un an	435 698
De un an à deux ans	328 358
De deux ans à cinq ans	695 262
Plus de cinq ans	473 018

La majorité des contrats de location sont renouvelables à l'échéance de la période de location aux taux du marché. Les coûts de location, déduction faite des revenus de sous-location de 8 014 000 \$ (8 401 000 \$ en 2011), passés en charges au cours de l'exercice ont été de 136 938 000 \$ (136 142 000 \$ en 2011). Au 30 septembre 2012, le total des paiements minimaux futurs au titre de la sous-location que la Société s'attend à recevoir dans le cadre de contrats de sous-location non résiliables était de 114 458 000 \$ (61 651 000 \$ au 30 septembre 2011).

La Société a conclu des ententes de service à long terme et d'autres ententes représentant un engagement total de 35 457 000 \$. Les paiements minimaux exigibles en vertu de ces ententes sont dus comme suit :

	\$
Moins de un an	17 597
De un an à deux ans	7 094
De deux ans à cinq ans	10 766
Plus de cinq ans	-

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

30. Engagements, éventualités et garanties (suite)

B) ÉVENTUALITÉS

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de règlements et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces questions pourraient entraîner des coûts importants qui demeureront incertains jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou non. Même si l'issue est difficile à prédire avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats des activités ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

De plus, la Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences juridiques et réglementaires étendues, et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats des activités et sur la situation financière de la Société.

C) GARANTIES

Vente d'actifs et cession d'entreprises

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société pourrait devoir dédommager des contreparties par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines ententes précisent une limite de responsabilité globale d'environ 6 527 000 \$, d'autres ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 30 septembre 2012, aucun montant n'avait été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation. La Société estime que l'obligation qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties n'aurait pas un effet important sur ses états financiers consolidés.

Autres transactions

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En règle générale, la Société ne serait responsable des cautionnements de soumission que si elle refusait d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. La Société serait également responsable des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. Au 30 septembre 2012, la Société avait engagé un montant total de 48 988 000 \$ dans ces types de cautionnement. À sa connaissance, la Société se conforme à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de service pour lesquels il existe de telles garanties, et l'obligation totale, le cas échéant, qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties n'aurait pas un effet important sur les résultats consolidés de la Société ni sur sa situation financière.

Par ailleurs, la Société a fourni une garantie de 5 900 000 \$ sur la valeur résiduelle d'une propriété louée, comptabilisée en tant que contrat de location simple, à l'échéance du contrat de location. La Société détient également des lettres de crédit totalisant 54 140 000 \$. Ces garanties sont nécessaires dans certains des contrats de la Société avec les clients.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

31. Instruments financiers

JUSTE VALEUR

Aux 30 septembre 2012 et 2011, la juste valeur estimée des créances clients, de la trésorerie incluse dans les fonds détenus pour des clients, des fournisseurs et autres créateurs, de la rémunération à payer, de la dette à long terme et des obligations liées aux fonds des clients se rapprochait de leur valeur comptable respective.

La juste valeur des billets de premier rang non garantis, de la facilité de crédit renouvelable non garantie en devise américaine et de la facilité d'emprunt à terme non garantie, évaluée en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions, était respectivement de 521 971 000 \$, 685 951 000 \$ et 1 951 279 000 \$ au 30 septembre 2012 (respectivement 22 236 000 \$, 855 307 000 \$ et néant au 30 septembre 2011 et respectivement 112 937 000 \$, 941 396 000 \$ et néant au 1^{er} octobre 2010) par rapport à leur valeur comptable de respectivement 467 610 000 \$, 691 960 000 \$ et 1 933 948 000 \$ (comparativement à respectivement 20 647 000 \$, 859 277 000 \$ et néant au 30 septembre 2011 et à respectivement 109 899 000 \$, 964 223 000 \$ et néant au 1^{er} octobre 2010) (note 14).

Le tableau suivant résume la juste valeur des instruments de couverture en cours :

		Au 30 septembre 2012	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	Comptabilisée à titre de	\$	\$	\$
Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger				
Dette de 818 000 \$ US désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses établissements aux États-Unis (815 000 \$ US au 30 septembre 2011 et 920 000 \$ US au 1 ^{er} octobre 2010)	Dette à long terme	804 667	846 703	947 416
Dette de 45 000 € désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses établissements en Europe (9 000 € au 30 septembre 2011 et 12 000 € au 1 ^{er} octobre 2010)	Dette à long terme	56 907	12 574	16 807
Swaps de devises de 1 153 700 \$ en euros désignés comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses établissements en Europe (néant au 30 septembre 2011 et au 1 ^{er} octobre 2010)	Autres passifs non courants	23 876	-	-
Couvertures de flux de trésorerie liés aux revenus futurs				
Contrats de change à terme de 32 100 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et le dollar canadien (76 740 \$ US au 30 septembre 2011 et 130 380 \$ US au 1 ^{er} octobre 2010)	Autres actifs courants	6 514	6 497	8 918
	Autres actifs non courants	1 024	5 613	11 433
Contrats de change à terme de 51 944 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et la roupie indienne (45 000 \$ US au 30 septembre 2011 et 44 820 \$ US au 1 ^{er} octobre 2010)	Autres actifs courants	-	156	2 378
	Autres actifs non courants	-	1	1 121
	Autres créateurs	1 678	-	-
	Autres passifs non courants	2 697	536	-
Contrats de change à terme de 53 145 \$ pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar canadien et la roupie indienne (62 220 \$ au 30 septembre 2011 et 89 040 \$ au 1 ^{er} octobre 2010)	Autres créateurs	6 533	2 560	1 570
	Autres passifs non courants	2 073	2 554	3 396
Couvertures de flux de trésorerie liés aux billets de premier rang non garantis en devise américaine				
Contrat de change à terme de néant (20 000 \$ US au 30 septembre 2011 et 107 000 \$ US au 1 ^{er} octobre 2010)	Autres actifs courants	-	-	1 277
	Autres actifs non courants	-	565	763

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

31. Instruments financiers (suite)

JUSTE VALEUR (SUITE)

		Au 30 septembre 2012 \$	Au 30 septembre 2011 \$	Au 1 ^{er} octobre 2010 \$
	Comptabilisée à titre de			
Couvertures de flux de trésorerie sur une facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie				
Swaps de taux d'intérêt variable contre taux fixe de 1 234 400 \$ (néant au 30 septembre 2011 et au 1 ^{er} octobre 2010)	Autres passifs non courants	4 202	-	-
Couvertures de juste valeur liées aux billets de premier rang non garantis en devise américaine				
Swaps de taux d'intérêt fixe contre taux variable de 125 000 \$ US (néant au 30 septembre 2011 et au 1 ^{er} octobre 2010)	Autres actifs non courants	1 074	-	-
Dérivés non désignés comme couvertures				
Contrats de change à terme de 37 288 £ pour couvrir l'exposition nette de certains actifs et passifs non libellés en monnaies fonctionnelles (néant au 30 septembre 2011 et au 1 ^{er} octobre 2010)	Autres créditeurs	2 182	-	-

Les techniques d'évaluation utilisées pour évaluer les instruments financiers sont les suivantes :

- la juste valeur des contrats de change à terme est établie au moyen des taux de change à terme à la fin de l'exercice;
- la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est déterminée d'après la valeur à la cote des instruments;
- la juste valeur des swaps de devises est établie d'après les données du marché (principalement les courbes de taux d'intérêt et les taux de change) pour calculer la valeur actualisée de tous les flux estimés.

La Société estime qu'une tranche d'environ 2 063 000 \$ des pertes nettes non réalisées cumulées sur l'ensemble des instruments financiers dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie au 30 septembre 2012 sera reclassée dans les états consolidés du résultat au cours des 12 prochains mois.

Les relations de couverture de la Société ont été efficaces au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012.

RISQUE DE MARCHÉ (RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT ET RISQUE DE CHANGE)

Le risque de marché englobe plusieurs catégories de risques. La variation des facteurs de risque, tels que le risque de taux d'intérêt et le risque de change, a une incidence sur la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à long terme (note 14) et détient des swaps de taux d'intérêt pour atténuer ce risque. En 2012, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt selon lesquels elle touche des intérêts à taux fixe et verse des intérêts à taux variable sur le montant notionnel. Les swaps servent à couvrir le risque de variation de la juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine.

La Société analyse régulièrement son exposition au risque de taux d'intérêt en utilisant divers scénarios afin de simuler le refinancement ou le renouvellement de positions existantes. D'après ces scénarios, une variation de 1 % du taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence importante sur le bénéfice net et le résultat global.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change. La Société réduit ce risque principalement grâce à la dette étrangère et à l'utilisation de dérivés. La Société a recours à des contrats de change à terme pour couvrir des flux de trésorerie prévus ou des flux de trésorerie contractuels dans d'autres devises que la devise fonctionnelle de ses filiales. La Société a conclu des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et la roupie indienne relativement à des revenus futurs en dollars américains, pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien relativement aux revenus futurs en dollars américains, et pour couvrir la variabilité du taux de change entre la roupie indienne et le dollar canadien relativement aux revenus futurs en dollars canadiens.

La Société a également conclu des contrats à terme visant à couvrir les remboursements contractuels du capital de certains billets de premier rang non garantis en devise américaine ainsi que des swaps de taux d'intérêt afin de couvrir le risque lié aux flux de trésorerie de la facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie à taux variable

La Société couvre également une tranche de la conversion des investissements nets de la Société dans ses établissements aux États-Unis et en Europe en dollars canadiens grâce à sa facilité de crédit renouvelable non garantie, à ses billets de premier rang non garantis en devise américaine et à des swaps de devises. Les relations de couverture sont désignées et documentées à leur mise en place, et leur efficacité fait l'objet d'appréciations trimestrielles au cours de l'exercice. En 2012, la Société a conclu des swaps de devises fixe-fixe et variable-variable qui sont désignés comme des instruments de couverture des investissements nets de la Société dans ses établissements en Europe et en Asie-Pacifique. Ces swaps convertissent les paiements d'intérêts fixes et variables en dollars canadiens en paiements d'intérêts fixes et variables en euros liés au montant notionnel.

En outre, pour atténuer le risque de change découlant des transactions libellées en devises autres que la monnaie fonctionnelle d'une entité, les actifs et les passifs non libellés dans les monnaies fonctionnelles sont couverts économiquement au moyen de contrats à terme de gré à gré. La Société n'a pas appliqué la comptabilité de couverture à ces contrats. Ces expositions sont regroupées et compensées et la position globale est couverte en externe.

La Société est soumise principalement aux risques liés à la fluctuation du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat global de la Société à une appréciation de 10 % du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. L'analyse de sensibilité présente l'incidence des instruments financiers libellés en devises et tient compte d'un ajustement de conversion, à la fin de la période, en fonction d'une appréciation de 10 % des taux de change.

	2012			2011		
	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro	Incidence de la livre sterling	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro	Incidence de la livre sterling ¹
Augmentation du bénéfice net	5 067	5 362	5 241	565	191	-
(Diminution) augmentation des autres éléments du résultat global	(44 603)	(100 593)	(3 985)	(62 887)	2 383	-

¹ Le risque était négligeable pour l'exercice précédent.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

31. Instruments financiers (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure d'acquitter ses passifs financiers à leur échéance ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance ses activités en combinant les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, en faisant des prélèvements sur ses facilités de crédit ainsi qu'en émettant des titres de créance et des actions. L'un des objectifs principaux de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidité grâce à une gestion active des actifs, des passifs et des flux de trésorerie.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et les échéances contractuelles des portions du capital et des intérêts des principaux passifs financiers. Tous les montants libellés en devises aux termes d'un contrat sont présentés sous la forme de montants équivalents en dollars canadiens selon le cours du change au comptant de la fin de la période.

Au 30 septembre 2012	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	De un an à deux ans	De deux ans à cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés						
Fournisseurs et autres créditeurs	1 156 737	1 156 737	1 156 737	-	-	-
Rémunération à payer	539 779	539 779	539 779	-	-	-
Billets de premier rang non garantis en devise américaine	467 610	635 519	21 299	21 299	145 980	446 941
Facilité de crédit renouvelable non garantie	691 960	762 215	16 783	16 783	728 649	-
Facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie	1 933 948	2 146 967	67 870	547 177	1 531 920	-
Obligations remboursables en versements mensuels de capital et intérêts	60 812	64 330	20 166	17 653	26 444	67
Autre dette à long terme	8 954	8 954	476	8 478	-	-
Obligations liées aux fonds des clients	197 986	197 986	197 986	-	-	-
Passifs financiers dérivés						
Couvertures de flux de trésorerie liés aux revenus futurs	5 443					
Sorties de fonds		14 265	8 620	2 915	2 730	-
(Entrées de fonds)		(7 603)	(6 556)	(1 047)	-	-
Swaps de devises	23 876					
Sorties de fonds		1 254 517	22 612	22 612	1 209 293	-
(Entrées de fonds)		(1 288 939)	(38 519)	(38 519)	(1 211 901)	-
Swaps de taux d'intérêt	3 128					
Sorties de fonds		1 445 111	20 665	469 874	812 132	142 440
(Entrées de fonds)		(1 457 023)	(21 489)	(469 624)	(815 336)	(150 574)
Contrats à terme	2 182					
Sorties de fonds		406 881	406 881	-	-	-
(Entrées de fonds)		(404 741)	(404 741)	-	-	-
	5 092 415	5 474 955	2 008 569	597 601	2 429 911	438 874

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

31. Instruments financiers (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

Au 30 septembre 2011	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	De un an à deux ans	De deux ans à cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés						
Découvert bancaire	75 538	75 538	75 538	-	-	-
Fournisseurs et autres créditeurs	303 641	303 641	303 641	-	-	-
Rémunération à payer	183 842	183 842	183 842	-	-	-
Billets de premier rang non garantis en devise américaine	20 647	23 895	1 247	1 247	21 401	-
Facilité de crédit renouvelable non garantie	859 277	866 560	866 560	-	-	-
Obligations remboursables en versements mensuels de capital et intérêts	58 575	62 987	15 553	15 898	30 242	1 294
Obligations liées aux fonds des clients	244 660	244 660	244 660	-	-	-
Passifs financiers dérivés						
Couvertures de flux de trésorerie liés aux revenus futurs	(6 617)					
Sorties de fonds		6 237	2 675	2 423	1 139	-
(Entrées de fonds)		(12 535)	(6 772)	(4 972)	(791)	-
	1 739 563	1 754 825	1 686 944	14 596	51 991	1 294

Au 1 ^{er} octobre 2010	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	De un an à deux ans	De deux ans à cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés						
Fournisseurs et autres créditeurs	297 801	297 801	297 801	-	-	-
Rémunération à payer	185 651	185 651	185 651	-	-	-
Billets de premier rang non garantis en devise américaine	109 899	116 799	93 113	1 236	22 450	-
Facilité de crédit renouvelable non garantie	964 223	977 861	9 092	968 769	-	-
Obligations remboursables en versements mensuels de capital et intérêts combinés	22 049	23 961	6 292	5 052	11 211	1 406
Obligations liées aux fonds des clients	248 695	248 695	248 695	-	-	-
Passifs financiers dérivés						
Couvertures de flux de trésorerie liés aux revenus futurs	(18 884)					
Sorties de fonds		5 562	1 637	1 740	2 185	-
(Entrées de fonds)		(24 658)	(11 447)	(7 323)	(5 888)	-
	1 809 434	1 831 672	830 834	969 474	29 958	1 406

Au 30 septembre 2012, la Société détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements à court et à long terme totalisant 143 095 000 \$ (respectivement 161 686 000 \$ et 121 725 000 \$ au 30 septembre 2011 et au 1^{er} octobre 2010). Elle disposait également d'un montant de 786 089 000 \$ en vertu d'une facilité de crédit renouvelable non garantie (note 14) (respectivement 622 406 000 \$ et 519 931 000 \$ au 30 septembre 2011 et au 1^{er} octobre 2010). Les fonds détenus pour des clients, totalisant 202 407 000 \$ (respectivement 247 622 000 \$ et 248 695 000 \$ au 30 septembre 2011 et au 1^{er} octobre 2010), couvrent intégralement les obligations liées aux fonds des clients. Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec le calendrier de paiement des obligations, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est faible.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

31. Instruments financiers (suite)

RISQUE DE CRÉDIT

La Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire le risque qu'un client ne puisse pas régler intégralement les montants à payer à la Société à leur échéance. Les instruments financiers qui pourraient exposer la Société à une concentration du risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements courants, les travaux en cours, les créances clients et les placements non courants. Le risque de crédit maximal correspond en général aux valeurs comptables de ces éléments présentées aux bilans consolidés.

Les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements très liquides, comme les dépôts sur le marché monétaire et les dépôts à terme, de même que les acceptations bancaires et les billets de dépôt au porteur émis par de grandes banques (note 4). La Société a déposé les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

La Société court un risque de crédit lié aux placements courants et non courants en raison de l'incapacité éventuelle des emprunteurs à respecter les modalités rattachées à leurs obligations. La Société atténue ce risque en investissant principalement dans des obligations d'État et de sociétés de première qualité notées A ou plus.

La Société a des créances clients et des travaux en cours provenant de clients issus de diverses industries, dont des agences gouvernementales, le secteur financier, les télécommunications, le secteur manufacturier et les services publics, qui ne sont pas concentrées dans un secteur géographique en particulier. Ces industries peuvent être touchées par des facteurs économiques pouvant avoir une incidence sur les créances clients. Toutefois, la direction ne croit pas que la Société soit assujettie à un risque de crédit important compte tenu de son bassin vaste et diversifié de clients.

Le tableau ci-dessous présente l'âge des créances clients en souffrance :

	2012	2011
	\$	\$
En règle	996 404	301 972
En souffrance de 1 jour à 30 jours	161 872	42 653
En souffrance de 31 à 60 jours	43 636	25 993
En souffrance de 61 à 90 jours	26 091	7 437
En souffrance depuis plus de 90 jours	47 868	14 371
	1 275 871	392 426
Provision pour créances douteuses	(3 546)	(5 197)
	1 272 325	387 229

La valeur comptable des créances clients est réduite par une provision et le montant de la perte est comptabilisé dans les états consolidés du résultat à titre de coûts des services et frais de vente et d'administration. Lorsque le solde d'une créance est considéré comme irrécouvrable, il est porté en réduction de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements ultérieurs de montants antérieurement radiés sont portés en réduction des coûts des services et frais de vente et d'administration dans les états consolidés du résultat. Dans l'ensemble, la direction ne croit pas qu'une industrie ou une région géographique en soi représente un risque de crédit important pour la Société.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

32. Gestion du risque de capital

La Société est exposée à des risques d'importance variée qui pourraient avoir une incidence sur sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques de croissance. Les objectifs principaux du processus de gestion des risques de la Société visent à s'assurer que les risques sont correctement identifiés et que le capital est suffisant, compte tenu des risques présents.

La Société gère son capital de manière à assurer que les ressources en capital sont adéquates tout en maximisant le rendement pour les actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres. Au 30 septembre 2012, le total du capital géré s'élevait à 6 813 837 000 \$ (respectivement 3 441 060 000 \$ et 3 424 836 000 \$ au 30 septembre 2011 et au 1^{er} octobre 2010). Le capital géré de la Société se compose de dette à long terme, incluant la tranche courante (note 14), de trésorerie et d'équivalents de trésorerie déduction faite du découvert bancaire (note 4), de placements courants, de placements non courants et des capitaux propres. La Société structure son capital en fonction de la croissance prévue des affaires et de l'évolution de l'environnement économique. Lorsque les besoins en capitaux sont spécifiés, la direction de la Société propose des transactions en capital au Comité d'audit et de gestion des risques et au conseil d'administration de la Société afin d'obtenir leur approbation. La politique de gestion du risque de capital demeure la même qu'au cours des périodes précédentes.

La Société fait un suivi du capital en révisant diverses mesures financières, incluant les suivantes :

- Dette/capitalisation
- Dette nette/capitalisation
- Dette/BAIIA

La dette représente la dette à long terme, incluant la tranche courante. La dette nette, la capitalisation et le BAIIA sont des mesures non conformes aux PCGR. La dette nette représente la dette (incluant l'incidence de la juste valeur des contrats à terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie déduction faite du découvert bancaire, des placements courants et des placements non courants. La capitalisation est définie par les capitaux propres plus la dette. Le BAIIA est la somme du bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôt sur les bénéfices, des charges d'intérêts sur la dette à long terme, de l'amortissement et des frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration. La Société croit que les résultats des ratios internes actuels correspondent aux objectifs de la direction en matière de capital.

La Société est assujettie à des clauses restrictives imposées par des tiers touchant ses billets de premier rang non garantis en devise américaine, sa facilité de crédit renouvelable non garantie et sa facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie. Les ratios sont les suivants :

- Un ratio de levier financier, qui est le ratio de la dette totale sur le BAIIA pour les quatre derniers trimestres¹.
- Un ratio de couverture des intérêts et des loyers, qui est le ratio de BAIIL pour les quatre derniers trimestres sur le total des charges d'intérêts et des loyers et charges locatives opérationnelles pour la même période. Le BAIIL est une mesure non conforme aux PCGR et est la somme du BAIIA compte non tenu des charges locatives¹.
- En ce qui concerne les billets de premier rang non garantis en devise américaine, une valeur nette minimale est exigée, selon laquelle les capitaux propres, déduction faite des écarts de conversion inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Ces ratios sont calculés sur une base consolidée.

La Société se conforme aux clauses restrictives et fait un suivi continu de celles-ci. Les ratios sont aussi revus par le Comité d'audit et de gestion des risques sur une base trimestrielle. La Société n'est soumise à aucune autre exigence en matière de capital imposée par des tiers.

¹ Dans l'éventualité d'une acquisition, l'information financière historique disponible de la société acquise sera utilisée dans le calcul des ratios.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

33. Transition aux IFRS

Comme il est expliqué à la note 2, les présents états financiers consolidés sont les premiers états financiers annuels préparés selon les IFRS. IFRS 1 exige la présentation d'informations financières comparatives. La première date à laquelle ont été appliquées les IFRS est le 1^{er} octobre 2010 (« date de transition ») et, par conséquent, les rapprochements des périodes respectives mentionnées sont présentés ci-après.

RAPPROCHEMENT DES PCGR DU CANADA ET DES IFRS

Selon les dispositions d'IFRS 1, les tableaux qui suivent présentent les rapprochements entre les capitaux propres, le bénéfice net, le résultat global et les flux de trésorerie consolidés présentés selon les PCGR du Canada avec ceux présentés selon les IFRS pour chacune des périodes concernées. Une analyse des ajustements, d'autres choix initiaux à l'adoption des IFRS ainsi que des états financiers consolidés sélectionnés pour les périodes comparatives sont présentés plus loin.

Rapprochement des capitaux propres consolidés

	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$
Total des capitaux propres présentés auparavant selon les PCGR du Canada	2 346 356	2 159 083
Différences ayant fait augmenter (diminuer) les capitaux propres présentés :		
C Avantages du personnel	(1 845)	(1 213)
D Passifs relatifs au démantèlement inclus dans le coût d'une immobilisation corporelle	(899)	(903)
H Reprise de la perte de valeur d'une immobilisation incorporelle	452	539
I Reprise de la perte de valeur des coûts liés à un contrat	-	1 265
K Impôt sur les bénéfices	8 445	827
L Engagement d'achat des actions en circulation de la participation ne donnant pas le contrôle	-	(10 363)
N Contrats de location déficitaires	(3 278)	-
Total des ajustements	2 875	(9 848)
Total des capitaux propres selon les IFRS	2 349 231	2 149 235

Rapprochement du bénéfice net consolidé

	Exercice clos le 30 septembre 2011
	\$
Bénéfice net présenté auparavant selon les PCGR du Canada	435 065
Différences ayant fait augmenter (diminuer) le bénéfice net présenté :	
H Reprise de la perte de valeur d'une immobilisation incorporelle	(87)
I Reprise de la perte de valeur des coûts liés à un contrat	(1 208)
J Paiements fondés sur des actions	(1 224)
K Impôt sur les bénéfices	5 103
L Engagement d'achat des actions en circulation de la participation ne donnant pas le contrôle	3 655
N Contrats de location déficitaires	(3 165)
Total des ajustements	3 074
Bénéfice net selon les IFRS	438 139

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

33. Transition aux IFRS (suite)

Rapprochement du résultat global consolidé

Exercice clos le 30 septembre 2011

	\$
Résultat global présenté selon les PCGR du Canada	435 241
Total des différences ayant fait augmenter le bénéfice net	3 074
Différences ayant fait augmenter (diminuer) les autres éléments du résultat global présentés :	
C Avantages du personnel	(632)
D, I, K, N Écart de conversion	559
	(73)
Résultat global selon les IFRS	438 242

Rapprochement des états consolidés des flux de trésorerie

Les états consolidés des flux de trésorerie n'ont subi aucun changement important par suite de l'adoption des IFRS autres que ceux découlant de la comptabilisation de la participation dans la coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence, comme il est expliqué à l'ajustement M ci-dessous.

ANALYSE DES AJUSTEMENTS

Choix initiaux à l'adoption des IFRS

Voici la liste des exemptions facultatives d'IFRS 1 appliquées dans le cadre de la conversion des PCGR du Canada aux IFRS. Il n'a pas été tenu compte dans la présente analyse des exemptions qui n'ont pas été choisies, qui n'étaient pas applicables ou qui n'ont pas été jugées importantes pour la Société.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

33. Transition aux IFRS (suite)

A. Regroupements d'entreprises

IFRS 1 permet l'application d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (dans sa version révisée de 2008), de manière rétrospective ou prospective à la date de transition. Si le choix s'arrête sur l'application rétrospective, tous les regroupements d'entreprises ayant eu lieu avant la date de transition devront être retraités. La Société a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement IFRS 3. Par conséquent, aucun ajustement n'a été apporté au 1^{er} octobre 2010 à l'égard des regroupements d'entreprises conclus avant la date de transition. IFRS 3 sera appliquée aux regroupements d'entreprises ultérieurs à cette date. De plus, comme la Société a choisi d'appliquer IFRS 3 de manière prospective, la norme IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, sera également appliquée de manière prospective. En raison de l'adoption anticipée du chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, selon les PCGR du Canada au 1^{er} octobre 2009, aucun ajustement n'a été nécessaire pour l'exercice clos le 30 septembre 2011 étant donné que ce chapitre présentait des dispositions similaires à celles d'IFRS 3.

B. Écarts de conversion

L'application rétrospective des IFRS requerrait que la Société calcule les écarts de conversion cumulés selon IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*, à partir de la date de création ou d'acquisition de la filiale jusqu'à la date de transition. IFRS 1 permet que les gains et les pertes de change cumulés soient remis à zéro à la date de transition. La Société a choisi d'appliquer cette exemption. Ainsi, au 1^{er} octobre 2010, la Société a renversé le solde de 413 021 000 \$ comptabilisé au titre des « pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes » ainsi que le solde de 76 806 000 \$ comptabilisé au titre des « gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes » inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global. La perte nette de 336 215 000 \$ a été comptabilisée comme une diminution de la perte au titre du cumul des autres éléments du résultat global, et une diminution correspondante a été imputée aux bénéfices non distribués. Cet ajustement n'a eu aucune autre incidence sur les états financiers consolidés.

C. Avantages du personnel

IFRS 1 permet de comptabiliser tous les gains ou pertes actuariels cumulés reportés en raison de l'application de la méthode du corridor aux fins de la comptabilisation des régimes à prestations définies dans les bénéfices non distribués à la date de transition. La Société a choisi d'appliquer cette exemption. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, les obligations au titre des prestations de retraite ont diminué de 780 000 \$, et après une augmentation connexe de 209 000 \$ des passifs d'impôt différé, les bénéfices non distribués ont augmenté de 571 000 \$. De plus, la coentreprise de la Société ayant appliqué la même exemption, la participation de la Société dans la coentreprise a diminué de 1 784 000 \$, et une diminution correspondante a été comptabilisée dans les bénéfices non distribués. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, l'incidence de cet ajustement sur les états financiers consolidés était non significative.

Par suite d'une évaluation actuarielle effectuée au 30 septembre 2011, les obligations au titre des prestations de retraite ont augmenté de 849 000 \$, et après une diminution connexe de 217 000 \$ des passifs d'impôt différé, la perte au titre du cumul des autres éléments du résultat global a augmenté de 632 000 \$.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

33. Transition aux IFRS (suite)

D. Passifs relatifs au démantèlement inclus dans le coût des immobilisations corporelles

Au moment de l'adoption des IFRS, le passif de la Société relatif au démantèlement a été réévalué selon le taux d'actualisation prescrit par IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. Selon IFRIC 1, *Variation des passifs existants relatifs au démantèlement ou à la remise en état et des autres passifs similaires*, des changements spécifiés dans un passif relatif au démantèlement sont ajoutés ou déduits du coût de l'actif auquel ils correspondent; le montant amortissable ajusté de l'actif est ensuite amorti de manière prospective sur sa durée d'utilité restante. IFRS 1 offre au nouvel adoptant un traitement simplifié de l'historique des changements lorsqu'il évalue le passif relatif au démantèlement entre la date de début du passif et la date de transition. La Société a choisi d'appliquer la méthode d'évaluation des passifs relatifs au démantèlement stipulée dans IFRS 1. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, les immobilisations corporelles ont diminué de 723 000 \$ et les provisions non courantes ont augmenté de 562 000 \$. À la suite de cet ajustement, les passifs d'impôt différé ont diminué de 184 000 \$, les actifs d'impôt différé ont augmenté de 198 000 \$ et les bénéfices non distribués ont diminué de 903 000 \$.

De plus, au 30 septembre 2011, un nouveau passif relatif au démantèlement a entraîné une augmentation des immobilisations corporelles et des provisions non courantes de 319 000 \$ après avoir été actualisé selon les IFRS. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, l'incidence de cet ajustement sur les états consolidés du résultat était non significative.

De plus, au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, un ajustement non significatif a été comptabilisé dans la perte au titre du cumul des autres éléments du résultat global en raison de l'écart de conversion sur l'ajustement effectué à la date de transition.

E. Coûts d'emprunt

Selon IFRS 1, la Société peut décider de la date d'entrée en vigueur d'IAS 23, *Coûts d'emprunt*. Ainsi, la Société a choisi d'appliquer IAS 23 à partir de la date de transition et inscrira ainsi à l'actif les coûts d'emprunt liés à des actifs qualifiés dans le cas d'acquisitions, de constructions ou de développement qui commenceront à partir de la date de transition. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, aucun coût d'emprunt n'était admissible à la comptabilisation à l'actif.

Exceptions obligatoires à l'adoption des IFRS

Voici la liste des exceptions obligatoires d'IFRS 1 appliquées dans le cadre de la conversion des PCGR du Canada aux IFRS.

F. Comptabilisation de couverture

La comptabilisation de couverture ne peut être appliquée prospectivement qu'à partir de la date de transition aux transactions satisfaisant aux critères de comptabilité de couverture à cette date selon IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Les relations de couverture ne peuvent pas être désignées rétrospectivement, et la documentation à l'appui ne peut être créée rétrospectivement. Ainsi, seules les relations de couverture satisfaisant aux critères de comptabilité de couverture à la date de transition sont présentées à titre de couverture dans les résultats de la Société préparés selon les IFRS. L'application de cette exception obligatoire n'a donné lieu à aucun ajustement dans les états financiers consolidés.

G. Estimations

Les connaissances *a posteriori* n'ont pas été utilisées pour créer ou réviser des estimations. Les estimations effectuées par la Société selon les PCGR du Canada n'ont pas été révisées en raison de l'application des IFRS, sauf pour refléter toute différence de méthode comptable, le cas échéant.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

33. Transition aux IFRS (suite)

Autres notes explicatives

H. Reprise de la perte de valeur d'une immobilisation incorporelle

Selon les PCGR du Canada, il était interdit de reprendre une perte de valeur. Selon les IFRS, la reprise de pertes de valeur peut être comptabilisée à l'égard d'actifs autres que le goodwill lorsque certains critères sont satisfaits. À l'adoption des IFRS, la Société a repris une perte de valeur du secteur opérationnel Canada comptabilisée selon les PCGR du Canada à la suite de changements apportés aux flux de trésorerie prévus liés à une solution d'affaires. Ainsi, au 1^{er} octobre 2010, les immobilisations incorporelles ont augmenté de 779 000 \$, et après une augmentation connexe de 240 000 \$ des passifs d'impôt différé, les bénéfices non distribués ont augmenté de 539 000 \$.

La reprise de la perte de valeur a donné lieu à une charge d'amortissement additionnelle au cours de l'exercice 2011. Par conséquent, au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, les immobilisations incorporelles ont diminué et l'amortissement inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration a augmenté de 126 000 \$, tandis que les passifs d'impôt différé et la charge d'impôt sur les bénéfices ont diminué de 39 000 \$.

I. Reprise de la perte de valeur des coûts liés à un contrat

Selon les PCGR du Canada, les coûts liés à des contrats, comprenant des coûts de transition et des incitatifs, étaient classés à titre d'immobilisations incorporelles. Selon les IFRS, les coûts liés à des contrats sont comptabilisés selon IAS 11, *Contrats de construction*, et ne sont plus admissibles à titre d'immobilisations incorporelles. À l'adoption des IFRS, la Société a renversé une perte de valeur des coûts liés à un contrat qui avait été comptabilisée selon les PCGR du Canada étant donné qu'à la date de transition le contrat était rentable. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, les coûts liés à des contrats ont augmenté de 2 095 000 \$, et après une augmentation connexe de 830 000 \$ des passifs d'impôt différé, les bénéfices non distribués ont augmenté de 1 265 000 \$.

Le contrat associé à la reprise de la perte de valeur a été résilié au cours du dernier trimestre de l'exercice 2011. Par conséquent, au 30 septembre 2011, la valeur comptable restante des coûts liés à un contrat a été renversée et ainsi, les coûts liés à des contrats et les passifs d'impôt différé ont diminué respectivement de 2 100 000 \$ et de 835 000 \$. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, les revenus et la charge d'impôt sur les bénéfices ont diminué de respectivement 806 000 \$ et 793 000 \$, et les coûts des services et frais de vente et d'administration ont augmenté de 1 195 000 \$.

De plus, au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, un ajustement non significatif a été comptabilisé dans la perte au titre du cumul des autres éléments du résultat global en raison de l'écart de conversion sur l'ajustement effectué à la date de transition.

J. Paiements fondés sur des actions

Selon les PCGR du Canada, la juste valeur totale de l'attribution de paiements fondés sur des actions, calculée selon la méthode d'acquisition graduelle, était comptabilisée selon la méthode linéaire sur la période d'emploi nécessaire à l'acquisition des droits. Selon les IFRS, chaque tranche d'une attribution calculée selon la méthode d'acquisition graduelle constitue une attribution distincte comportant chacune une date différente d'acquisition des droits et de juste valeur et doit être comptabilisée sur cette base. En raison de la différence de comptabilisation pour chaque attribution à base d'actions selon la méthode graduelle, le surplus d'apport avait augmenté de 8 100 000 \$ au 1^{er} octobre 2010, et une diminution correspondante avait été comptabilisée dans les bénéfices non distribués.

Au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, l'ajustement s'est traduit par une augmentation du surplus d'apport et des coûts des services et frais de vente et d'administration de 1 224 000 \$.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

33. Transition aux IFRS (suite)

K. Impôt sur les bénéfices

Actifs ou passifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Selon les PCGR du Canada, la valeur comptable d'un actif ou d'un passif acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises était ajustée pour tenir compte du montant correspondant de l'actif ou du passif d'impôt différé comptabilisé. Selon les IFRS, un actif ou un passif d'impôt différé ne peut être comptabilisé s'il découle de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et que, au moment de la transaction, ne touche ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, la Société a comptabilisé une diminution des passifs d'impôt différé de 3 423 000 \$, des immobilisations incorporelles de 3 414 000 \$, des coûts liés à des contrats de 542 000 \$ et des actifs d'impôt différé de 5 049 000 \$, et des diminutions correspondantes de 895 000 \$ et de 4 687 000 \$ ont été imputées respectivement aux autres passifs non courants et aux bénéfices non distribués.

L'ajustement a donné lieu à une diminution de la charge d'amortissement au cours de l'exercice 2011. Par conséquent, au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, les immobilisations incorporelles ont augmenté et l'amortissement inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration a diminué de 1 235 000 \$, les coûts liés à des contrats et les revenus ont augmenté de 89 000 \$, et les passifs d'impôt différé et la charge d'impôt sur les bénéfices ont augmenté de 381 000 \$.

De plus, au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, un ajustement non significatif a été comptabilisé dans la perte au titre du cumul des autres éléments du résultat global en raison de l'écart de conversion sur l'ajustement effectué à la date de transition.

Paiements fondés sur des actions

Selon les PCGR du Canada, un actif d'impôt différé était comptabilisé selon la différence entre la charge comptabilisée et la déduction fiscale liée aux paiements fondés sur des actions. Selon les IFRS, l'actif d'impôt différé comptabilisé en fonction des paiements fondés sur des actions est ajusté chaque période pour refléter le montant de la déduction fiscale que recevrait la Société si les attributions étaient déductibles d'impôt au cours de la période considérée selon le cours actuel des actions. Si la déduction fiscale future estimative dépasse la charge cumulative des paiements fondés sur des actions, l'excédent de l'impôt différé doit être comptabilisé à titre de surplus d'apport. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, les passifs d'impôt différé ont diminué de 5 514 000 \$ et les bénéfices non distribués ont augmenté de 2 129 000 \$, tandis que le surplus d'apport a augmenté de 3 385 000 \$.

Au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, les passifs d'impôt différé ont diminué de 6 641 000 \$, le surplus d'apport a augmenté de 1 790 000 \$ et la charge d'impôt sur les bénéfices a diminué de 4 160 000 \$.

De plus, au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, un ajustement non significatif a été comptabilisé dans la perte au titre du cumul des autres éléments du résultat global en raison de l'écart de conversion sur l'ajustement effectué à la date de transition.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

33. Transition aux IFRS (suite)

L. Engagement d'achat des actions en circulation de la participation ne donnant pas le contrôle

Selon les PCGR du Canada, la valeur des options de vente et d'achat pour acheter les actions restantes de Conseillers en informatique d'Affaires (« CIA ») était présentée en tant qu'engagement, mais n'était pas comptabilisée comme un passif. Selon les IFRS toutefois, elle doit être comptabilisée comme un passif. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, les fournisseurs et autres créiteurs ont augmenté de 10 363 000 \$, les capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle de 6 452 000 \$ ont été éliminés et les bénéfices non distribués ont diminué du solde restant de 3 911 000 \$.

Au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, des capitaux propres additionnels de 256 000 \$ attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle ont été renversés dans les bénéfices non distribués. De plus, CIA a racheté les actions de CIA détenues par la Société et la Société a acheté simultanément la partie des activités du bureau de CIA à Paris non encore détenue. Par conséquent, selon les IFRS, le passif lié aux options de vente et d'achat pour acheter les actions restantes de CIA totalisant 10 363 000 \$ a été renversé, et un gain de 3 655 000 \$ a été comptabilisé dans les autres revenus aux états consolidés du résultat.

M. Comptabilisation d'une coentreprise

Selon les PCGR du Canada, la Société comptabilisait sa participation dans sa coentreprise selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon la norme IAS 31 des IFRS, *Participation dans des coentreprises*, les sociétés sont autorisées à comptabiliser toute participation dans une coentreprise selon la méthode de la consolidation proportionnelle ou selon la méthode de la mise en équivalence. À compter de la date de transition, la Société a choisi de comptabiliser sa participation dans sa coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence. Par conséquent, les bilans consolidés ont été ajustés afin d'éliminer l'incidence de la consolidation proportionnelle et de comptabiliser la coentreprise de la Société à titre de participation dans une coentreprise, comme suit :

	Ajustement au 1 ^{er} octobre 2010	Ajustement au 30 septembre 2011
	\$	\$
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(19 295)	(21 550)
Créances clients	(9 527)	(9 456)
Travaux en cours	(1 318)	(9 137)
Charges payées d'avance et autres actifs courants	(7 646)	(3 763)
Total des actifs courants	(37 786)	(43 906)
Immobilisations corporelles	(669)	(645)
Coûts liés à des contrats	(478)	(479)
Immobilisations incorporelles	(1 207)	(864)
Autres actifs non courants	(638)	(321)
Actifs d'impôt différé	(362)	(381)
Participation dans une coentreprise	24 598	28 157
Total de l'actif	(16 542)	(18 439)
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créiteurs	(5 940)	(7 424)
Rémunération à payer	(5 835)	(6 127)
Revenus différés	(2 491)	(1 875)
Impôt sur les bénéfices	(1 343)	(2 019)
Total des passifs courants	(15 609)	(17 445)
Passifs d'impôt différé	(404)	(661)
Autres passifs non courants	(529)	(333)
Total du passif	(16 542)	(18 439)

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

33. Transition aux IFRS (suite)

M. Comptabilisation d'une coentreprise (suite)

Selon les PCGR du Canada, les montants ci-après ont été présentés aux états consolidés du résultat. Selon les IFRS, en raison de l'application de la méthode de la mise en équivalence, les montants ont été enlevés des postes distincts et présentés sous un seul poste afin de refléter la quote-part du bénéfice net de la coentreprise dans les états consolidés du résultat.

	Exercice clos le 30 septembre 2011
	\$
Revenus	98 578
Charges opérationnelles	
Coûts des services et frais de vente et d'administration	80 080
Revenus financiers	(207)
Perte de change	86
	79 959
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices	18 619
Charge d'impôt sur les bénéfices	5 260
Quote-part du bénéfice net de la coentreprise	13 359

N. Contrats de location déficitaires

Les critères de comptabilisation de provisions à l'égard des contrats de location déficitaires font en sorte que les provisions sont comptabilisées plus rapidement selon les IFRS que selon les PCGR du Canada. Au 30 septembre 2011, des provisions additionnelles à l'égard de contrats de location déficitaires ont dû être comptabilisées. Par conséquent, les provisions courantes ont augmenté de 1 532 000 \$, les provisions non courantes ont augmenté de 3 700 000 \$ et les passifs d'impôt différé ont diminué de 1 987 000 \$. Un montant de 722 000 \$ lié aux améliorations locatives a été déduit du solde des immobilisations corporelles. De plus, les fournisseurs et autres créditeurs et les autres passifs non courants ont diminué de respectivement 87 000 \$ et 602 000 \$ en raison des crédits de loyer. Ces ajustements ont entraîné une augmentation de 5 091 000 \$ des coûts des services et frais de vente et d'administration et une diminution de la charge d'impôt sur les bénéfices de 1 926 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2011.

Par ailleurs, un ajustement non significatif a été comptabilisé dans la perte au titre des autres éléments du résultat global en raison de l'écart de conversion sur ces ajustements.

Présentation des reclassements

O. Provisions

Selon les PCGR du Canada, les provisions pour les contrats de location déficitaires et autres étaient classées dans les postes fournisseurs et autres créditeurs ou autres passifs non courants. Les IFRS exigent que ces provisions figurent au bilan dans un poste distinct selon qu'elles sont classées courantes ou non courantes. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, un montant de 10 998 000 \$, auparavant classé dans le poste fournisseurs et autres créditeurs, a été reclassé dans le poste provisions courantes, et un montant de 8 703 000 \$, auparavant classé dans le poste autres passifs non courants, a été reclassé dans le poste provisions non courantes. Au 30 septembre 2011, un montant de 10 593 000 \$, auparavant classé dans le poste fournisseurs et autres créditeurs, a été reclassé dans le poste provisions courantes, et un montant de 23 091 000 \$, auparavant classé dans le poste autres passifs non courants, a été reclassé dans le poste provisions non courantes.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

33. Transition aux IFRS (suite)

P. Reclassement de l'impôt

Selon les PCGR du Canada, l'impôt différé était ventilé entre les composantes courantes et non courantes soit en fonction de l'actif ou du passif sous-jacent ou de la reprise prévue d'éléments non liés à un actif ou à un passif. Selon les IFRS, tous les actifs et les passifs d'impôt différé sont classés comme étant non courants. Ainsi, au 1^{er} octobre 2010, la tranche courante des actifs d'impôt futur de 16 509 000 \$ a été reclassée dans le poste actifs d'impôt différé, et la tranche courante des passifs d'impôt futur de 26 423 000 \$ a été reclassée dans le poste passifs d'impôt différé; au 30 septembre 2011, la tranche courante des actifs d'impôt futur de 3 522 000 \$ a été reclassée dans le poste actifs d'impôt différé, et la tranche courante des passifs d'impôt futur de 20 389 000 \$ a été reclassée dans le poste passifs d'impôt différé.

Q. Coûts liés à des contrats

Selon les PCGR du Canada, les coûts liés à des contrats, comprenant des coûts de transition et des incitatifs, étaient classés à titre d'immobilisations incorporelles. Selon les IFRS, les coûts de transition et les incitatifs accordés sous forme de paiement en trésorerie ou en instruments de capitaux propres sont présentés séparément dans le poste coûts liés à des contrats, et les incitatifs accordés sous forme de rabais sont présentés dans le poste créances clients. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, des coûts de transition de 97 420 000 \$ et des incitatifs sous forme de paiement en trésorerie ou en instruments de capitaux propres de 34 614 000 \$, auparavant classés dans le poste immobilisations incorporelles, ont été reclassés dans les coûts liés à des contrats, et un montant de 11 842 000 \$, auparavant classé dans le poste immobilisations incorporelles, a été reclassé dans les créances clients. Au 30 septembre 2011, des coûts de transition de 78 747 000 \$ et des incitatifs sous forme de paiement en trésorerie ou en instruments de capitaux propres de 29 432 000 \$, auparavant classés dans le poste immobilisations incorporelles, ont été reclassés dans les coûts liés à des contrats, et un montant de 5 185 000 \$, auparavant classé dans le poste immobilisations incorporelles, a été reclassé dans les créances clients.

R. Reclassement de la dette à long terme

Selon les PCGR du Canada, un montant dû en vertu d'une facilité de crédit renouvelable non garantie existante, échéant dans les 12 prochains mois, était classé comme étant non courant au 30 septembre 2011, du fait que la Société avait conclu un financement par voie de placement privé dont le montant devait être prélevé au plus tard le 15 décembre 2011, et que la direction avait l'intention de rembourser une partie de la facilité de crédit renouvelable non garantie grâce au produit du placement privé. Selon les IFRS, l'intention de rembourser en ayant recours au produit du placement privé ne pouvant être envisagée, le montant dû en vertu de la facilité de crédit renouvelable non garantie est classé comme étant courant au 30 septembre 2011. Par conséquent, un montant de 493 478 000 \$, auparavant classé dans la tranche non courante de la dette à long terme, a été reclassé dans la tranche courante de la dette à long terme au 30 septembre 2011.

S. Coûts des services et frais de vente et d'administration

Selon les PCGR du Canada, la charge d'amortissement et les autres revenus étaient présentés dans des postes distincts dans les états consolidés du résultat. Selon les IFRS, la Société choisit de présenter les charges en se basant sur leur fonction. Par conséquent, pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, la charge d'amortissement de 211 372 000 \$ et une portion des autres revenus de 75 000 \$ ont été reclassés dans les coûts des services et frais de vente et d'administration.

ÉTATS FINANCIERS COMPARATIFS

Les rapprochements qui suivent présentent l'incidence des ajustements et des reclassements découlant du passage des PCGR du Canada aux IFRS sur le bilan consolidé à la date de transition et au 30 septembre 2011, et sur les états consolidés du résultat pour l'exercice clos le 30 septembre 2011.

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

33. Transition aux IFRS (suite)

Rapprochement du bilan consolidé

Au 1 ^{er} octobre 2010	PCGR du Canada		Ajustements	IFRS
	\$		\$	\$
Actif				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	127 824	M	(19 295)	108 529
Placements courants	13 196		-	13 196
Créances clients	423 926	M, Q	2 315	426 241
Travaux en cours	358 984	M	(1 318)	357 666
Charges payées d'avance et autres actifs courants	76 844	M	(7 646)	69 198
Impôt sur les bénéfices	7 169		-	7 169
Impôt futur	16 509	P	(16 509)	-
Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients	1 024 452		(42 453)	981 999
Fonds détenus pour des clients	248 695		-	248 695
Total des actifs courants	1 273 147		(42 453)	1 230 694
Immobilisations corporelles	238 024	D, M	(1 392)	236 632
Coûts liés à des contrats	-	I, K, M, Q	133 109	133 109
Immobilisations incorporelles	516 754	H, K, M, Q	(147 718)	369 036
Autres actifs non courants	42 261	M	(638)	41 623
Actifs d'impôt différé	11 592	D, K, M, P	11 296	22 888
Participation dans une coentreprise	-	C, M	22 814	22 814
Goodwill	2 525 413		-	2 525 413
	4 607 191		(24 982)	4 582 209
Passif				
Passifs courants				
Fournisseurs et autres créditeurs	304 376	L, M, O	(6 575)	297 801
Rémunération à payer	191 486	M	(5 835)	185 651
Revenus différés	145 793	M	(2 491)	143 302
Impôt sur les bénéfices	86 877	M	(1 343)	85 534
Provisions	-	O	10 998	10 998
Impôt futur	26 423	P	(26 423)	-
Tranche courante de la dette à long terme	114 577		-	114 577
Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients	869 532		(31 669)	837 863
Obligations liées aux fonds des clients	248 695		-	248 695
Total des passifs courants	1 118 227		(31 669)	1 086 558
Passifs d'impôt différé	170 683	C, D, H, I, K, M, P	18 177	188 860
Provisions non courantes	-	D, O	9 265	9 265
Dette à long terme	1 039 299		-	1 039 299
Obligations au titre des prestations de retraite	7 008	C	(780)	6 228
Autres passifs non courants	112 891	K, M, O	(10 127)	102 764
	2 448 108		(15 134)	2 432 974
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires du Groupe CGI inc.				
Bénéfices non distribués	1 196 386	B, C, D, H, I, J, K, L	(351 096)	845 290
Cumul des autres éléments du résultat global	(321 746)	B	336 215	14 469
Capital-actions	1 195 069		-	1 195 069
Surplus d'apport	82 922	J, K	11 485	94 407
Capitaux propres attribuables aux actionnaires du Groupe CGI inc.	2 152 631		(3 396)	2 149 235
Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	6 452	L	(6 452)	-
	2 159 083		(9 848)	2 149 235
	4 607 191		(24 982)	4 582 209

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

33. Transition aux IFRS (suite)

Rapprochement du bilan consolidé

Au 30 septembre 2011	PCGR du Canada		Ajustements	IFRS
	\$		\$	\$
Actif				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	157 761	M	(21 550)	136 211
Placements courants	10 166		-	10 166
Créances clients	494 755	M, Q	(4 271)	490 484
Travaux en cours	400 203	M	(9 137)	391 066
Charges payées d'avance et autres actifs courants	104 170	M	(3 763)	100 407
Impôt sur les bénéfices	4 252		-	4 252
Impôt futur	3 522	P	(3 522)	-
Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients	1 174 829		(42 243)	1 132 586
Fonds détenus pour des clients	247 622		-	247 622
Total des actifs courants	1 422 451		(42 243)	1 380 208
Immobilisations corporelles	251 668	D, M, N	(1 767)	249 901
Coûts liés à des contrats	-	I, K, M, Q	107 242	107 242
Immobilisations incorporelles	407 887	H, K, M, Q	(115 754)	292 133
Autres actifs non courants	55 914	M	(321)	55 593
Actifs d'impôt différé	11 601	D, K, M, P	(1 719)	9 882
Participation dans une coentreprise	-	C, M	26 373	26 373
Goodwill	2 536 022		-	2 536 022
	4 685 543		(28 189)	4 657 354
Passif				
Passifs courants				
Découvert bancaire	75 538		-	75 538
Fournisseurs et autres créditeurs	321 745	L, M, N, O	(18 104)	303 641
Rémunération à payer	189 969	M	(6 127)	183 842
Revenus différés	154 813	M	(1 875)	152 938
Impôt sur les bénéfices	53 841	M	(2 019)	51 822
Provisions	-	N, O	12 125	12 125
Impôt futur	20 389	P	(20 389)	-
Tranche courante de la dette à long terme	402 534	R	493 478	896 012
Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients	1 218 829		457 089	1 675 918
Obligations liées aux fonds des clients	244 660		-	244 660
Total des passifs courants	1 463 489		457 089	1 920 578
Passifs d'impôt différé	146 889	C, D, H, I, K, M, N, P	2 505	149 394
Provisions non courantes	-	D, N, O	27 672	27 672
Dette à long terme	603 147	R	(493 478)	109 669
Obligations au titre des prestations de retraite	6 966	C	69	7 035
Autres passifs non courants	118 696	K, M, N, O	(24 921)	93 775
	2 339 187		(31 064)	2 308 123
Capitaux propres				
Bénéfices non distribués	1 405 365	B, C, D, H, I, J, K, L, N	(347 766)	1 057 599
Cumul des autres éléments du résultat global	(321 570)	B, C, D, I, K, N	336 142	14 572
Capital-actions	1 178 559		-	1 178 559
Surplus d'apport	84 002	J, K	14 499	98 501
	2 346 356		2 875	2 349 231
	4 685 543		(28 189)	4 657 354

Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2012 et 2011

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

33. Transition aux IFRS (suite)

Rapprochement des états consolidés du résultat

Exercice clos le 30 septembre 2011	PCGR du Canada		Ajustements	IFRS
	\$		\$	\$
Revenus	4 323 237	I, K, M	(99 295)	4 223 942
Charges opérationnelles				
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 553 192	H, I, J, K, M, N, S	137 768	3 690 960
Amortissement	211 372	S	(211 372)	-
Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration	3 675		-	3 675
Charges financières	19 395		-	19 395
Revenus financiers	(3 759)	M	207	(3 552)
Autres revenus	(3 917)	L, S	(3 730)	(7 647)
Gain de change	(3 279)	M	(86)	(3 365)
Quote-part du bénéfice net de la coentreprise	-	M	(13 359)	(13 359)
	3 776 679		(90 572)	3 686 107
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices	546 558		(8 723)	537 835
Charge d'impôt sur les bénéfices	111 493	H, I, K, M, N	(11 797)	99 696
Bénéfice net	435 065		3 074	438 139
Bénéfice par action				
Bénéfice de base par action	1,64			1,65
Bénéfice dilué par action	1,58			1,59